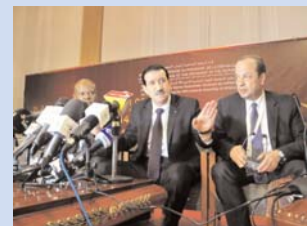


Assemblée des compagnies aériennes africaines à Alger



Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3408 - Mardi 11 novembre 2014 - Prix : 10 DA

Djellab à propos de l'abrogation de l'article 87 bis

«Pas d'impact» sur l'inflation

Page 3



Durant les neuf premiers mois en cours

Près de 150 tonnes de cannabis saisies

Lire page 4

Le MSP sauvera-t-il l'initiative du FFS ?

Par Mohamed Habili

Trois semaines de consultations menées au pas de charge et qui se sont étendues à l'essentiel de la classe politique, et même au-delà, n'ont toujours pas permis de mesurer de façon probante les chances de réussite ou d'échec de l'initiative du FFS en vue de la tenue de ce que lui-même a appelé la conférence nationale du consensus national, et qui aurait été plus justement appelée conférence pour un nouveau consensus national. En fait, le refus sans appel que cette initiative a rencontré de la part de l'espèce de front uni d'opposition, regroupant partis et personnalités, nommé la CNLTD, a vite fait prévaloir le sentiment qu'elle était vouée à l'échec, en raison notamment de l'implication d'un certain nombre de médias, en ce cas comme en d'autres bien plus parties prenantes que simples observateurs. Or cet assemblage de fortune comporte une pièce maîtresse, le MSP, qui pourrait bien au bout du compte répondre favorablement à l'invitation du FFS, dans la mesure bien sûr où ce dernier maintient le cap envers et contre tout. Ce qui jusqu'à présent semble bien être son intention. C'est qu'au sein du MSP tout le monde n'est pas d'accord avec l'attitude de rejet adoptée par la direction actuelle envers l'initiative du FFS.

Suite en page 3

Sellal et Fabius ont procédé à l'inauguration de l'usine La Symbol «made in Algeria» voit enfin le jour

● L'Algérie attend de vrais investissements français

Commercialisée depuis hier dès sa sortie d'usine, la première voiture montée en Algérie à l'usine Renault implantée à Oran, en l'occurrence la Renault Symbol locale, véhicule de tourisme «haut de gamme», a été co-inaugurée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent Fabius, entre autres. Cet événement est pour le premier «le fruit d'un partenariat gagnant-gagnant», pour le second un «partenariat exemplaire et le tryptique action-ambition-amitié».

Lire page 2



Ph. D. R.

Protestation citoyenne à Béjaïa

La wilaya isolée du reste du pays

Page 5



Galerie d'art Aïcha-Haddad

Omar Reggane expose ses œuvres

Page 13

Sellal et Fabius ont procédé à l'inauguration de l'usine

La Symbol «made in Algeria» voit enfin le jour

Commercialisée depuis hier dès sa sortie d'usine, la première voiture montée en Algérie à l'usine Renault implantée à Oran, en l'occurrence la Renault Symbol locale, véhicule de tourisme «haut de gamme», a été co-inaugurée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent Fabius, entre autres. Cet événement est pour le premier «le fruit d'un partenariat gagnant-gagnant», pour le second un «partenariat exemplaire et le tryptique action-ambition-amitié».

Par Lynda Naili Bourebrab

Dans une allocution prononcée pour la circonstance, Abdelmalek Sellal, estimant que cette usine «est le fruit du partenariat gagnant-gagnant», a appelé les dirigeants de Renault Algérie à «aller de l'avant et passer à d'autres étapes, et atteindre 75 000 véhicules par an». Il s'agit là d'un partenariat, poursuit-il, que «nous voulons démultiplier à d'autres domaines. La feuille de route tracée par le Président (de la République) consiste à mettre tous les moyens en disposition pour diversifier l'économie». Et au Premier ministre d'«encourager» le constructeur français de la marque du losange «à développer d'autres modèles en Algérie». Dans ce contexte, il a affiché sa satisfaction du fait que «la construction de l'usine et son entrée en production se sont faites dans les délais impartis», signalant au passage que «350 salariés ont été recrutés et formés sans compter les nombreux autres emplois indirects générés par l'externalisation de certaines activités connexes». En outre, évoquant la tenue du Comité intergouvernemental algéro-français de haut niveau à Paris le 4 décembre, M. Sellal indiquera que «la prochaine réunion, le 4 décembre prochain à Paris, va renforcer les relations algéro-françaises. Nous n'avons aucun complexe à aller chercher l'expérience et l'expertise et nous allons profiter de ces partenariats pour développer notre économie». Et d'enchaîner dans cette lignée que «des partenariats seront opérés (durant cette rencontre) dans l'agriculture et l'industrie». Aussi, ajoutera-t-il, «nos partenaires devront faire preuve d'audace et de créativité et ils trouveront un pays jeune et stable politiquement».

Renault Algérie, «un partenariat algéro-français exemplaire» pour Laurent Fabius

Pour Laurent Fabius, cette usine «traduit un partenariat algéro-français exemplaire et le tryptique action-ambition-amitié». C'est une réalisation témoignant du renouveau des relations entre les deux pays depuis l'élection de François Hollande, à la tête de l'Etat français, rappellera le chef de la diplomatie française, tout en assurant que les relations algéro-françaises seront davantage renforcées sur les plans politique, économique et culturel «Je suis certain que ce partenariat aura un grand succès», a encore affirmé Laurent Fabius. «Nous allons porter notre partenariat très haut», a-t-il déclaré,



annonçant que cette réalisation sera suivie par d'importantes actions de partenariat dans différents domaines industriels tels que la construction d'hélicoptères et en matière de tourisme.

«L'Algérie constituera pour Renault le premier marché à l'échelle africaine»

De son côté, le président-directeur général du Groupe «Renault», Carlos Ghosn, a assuré que les premiers véhicules produits sur le site d'Oued Tlilat «répondent tous aux normes et standards internationaux de la

marque Renault». Et d'ajouter que «tous les efforts seront déployés pour que ces berlines

Comité mixte économique franco-algérien (COMEFA) Ouverture à huis clos des travaux

Les travaux de la deuxième réunion du Comité mixte économique franco-algérien (COMEFA) ont débuté hier à huis clos à Oran, en présence des délégations des deux pays conduites respectivement par les ministres des Affaires étrangères et ceux de l'industrie. A noter que la tenue de la réunion du COMEFA et celle prochainement du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) seront des occasions «privéligiées» pour donner une «impulsion supplémentaire» à la coopération entre l'Algérie et la France, a assuré le président français, François Hollande, dans un message adressé au Président Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion du 60^e anniversaire du déclenchement de la révolution du 1^{er} novembre 1954.

L.N.B.

Renault, petit pas dans la coopération algéro-française

L'Algérie attend de vrais investissements français

Depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir, la France tente de retrouver sa place de premier investisseur en Algérie, car Paris est conscient que l'Algérie d'aujourd'hui est ouverte sur de nouveaux partenaires, dont les Chinois qui sont en force dans notre pays à travers plusieurs domaines.

L'aboutissement du projet «Renault» en Algérie, après de longues années de négociations, reste un pas franchi par les deux pays dans l'avancement de la coopération économique algéro-française. Mais Alger, qui a toujours critiqué l'attitude des entreprises françaises, s'attend à un vrai investissement dans d'autres secteurs ; et Paris, conscient de l'existence des concurrents sur le marché algérien, tente de préserver sa première place traditionnelle.

Depuis la signature de la Déclaration d'Alger par les deux Présidents, Abdelaziz Bouteflika et François Hollande, en

décembre 2013, les relations entre l'Algérie et la France se sont tracées un nouveau chemin en boostant la coopération, notamment économique. A l'époque du président Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Raffarin avait été désigné pour booster les relations économiques entre les deux pays. Cependant, aucun projet n'a pu aboutir en raison des dérapages connus à cette époque. M. Raffarin a été reconduit par le président François Hollande pour mener de l'avant la coopération algéro-française. L'homme vient d'être remplacé par l'ancien ministre et secrétaire général de l'Elysée, Jean-Louis Bianco, nommé représentant spécial pour les relations avec l'Algérie. Mais il a fallu attendre le 10 novembre pour voir la première voiture Renault Symbol montée en Algérie, sachant que le rêve de voir une voiture «made in Algeria» date de longues années. Ainsi, l'Algérie veut de la France

puissent être dotées de systèmes de haute technologie». Il a par ailleurs fait savoir que la marque «Renault» détient actuellement 26% des parts du marché automobile en Algérie. Avec l'entrée en production du site d'Oued Tlilat, «l'Algérie constituera pour Renault le premier marché à l'échelle africaine», s'est-il réjoui.

Plus de 100 sous-traitants potentiels identifiés

Quelque 113 entreprises spécialisées dans le domaine de la sous-traitance mécanique sont identifiées pour accompagner l'usine de montage de véhicules Renault d'Oued Tlilat (Oran) qui a été inaugurée hier, a indiqué le directeur général de la Bourse algérienne de la sous-traitance et de partenariat (BASTP), Aziouez Laïb.

Ces entreprises doivent fournir une partie des différents composants mécaniques, métalliques et autres à l'usine d'Oran de la marque française. L'usine

de fabrication de véhicules Renault, réalisée dans le cadre de l'investissement national et en partenariat avec le constructeur automobile français, est implantée sur une superficie de 151 hectares à Oued Tlilat. Le site a coûté, à ce jour, près de 50 millions d'euros et prévoit une augmentation des investissements jusqu'à 800 millions d'euros à moyen terme. Alors que l'objectif fixé est d'atteindre un taux d'intégration nationale de 42% à l'horizon 2019, la fabrication de la première voiture de l'usine, qui comporte quelques pièces en plastique fabriquées localement, a permis de réaliser un taux d'intégration de 17% qui devra passer à 25% en 2015. C'est dire que le taux d'intégration nationale demeure encore faible au point que le développement du tissu de la sous-traitance constitue une des préoccupations majeures de cet investissement.

Aussi, d'importants investissements seront alors réalisés dans les vecteurs de l'emboutissage, la tôlerie et la peinture, à même de permettre d'élever le niveau d'intégration du véhicule. D'ici à deux ou trois ans, l'investissement dans l'emboutissage permettra de fabriquer en totalité la coque nue du véhicule.

La société mixte RAP est détenue à hauteur de 51% par la partie algérienne (34% par la Société nationale des véhicules industriels - SNVI - et 17% par le Fonds national d'investissement - FNI -), et de 49% par le constructeur français Renault.

L. N. B.

gâteau». C'est dans ce contexte que le Comité mixte économique France-Algérie (COMEFA) a tenu hier à Oran une réunion d'évaluation de l'état d'avancement des projets lancés dans le cadre de la coopération entre les deux pays. Les conclusions du Comité mixte serviront pour la préparation de la réunion du Comité intergouvernemental de haut niveau, prévue le 4 décembre à Paris, au cours de laquelle plusieurs accords seront conclus entre l'Algérie et la France. Selon Jean-Louis Levet, Haut responsable de la coopération industrielle et technologique franco-algérienne, près de 30 projets algéro-français «commencent à se dessiner». Il reste donc du chemin à faire dans l'investissement français en Algérie.

Les relations entre l'Algérie et la France sont imprégnées également des dossiers traditionnels tels que le Sahel, la Libye et la Syrie.

Nacera Chennafi

●●●

Djellab à propos de l'abrogation de l'article 87 bis

«Pas d'impact» sur l'inflation

■ Selon le rapport distribué lundi lors de la présentation du projet de loi, au cours d'une séance plénière du Conseil de la nation, Djellab a souligné que le gouvernement a étudié toutes les éventualités relatives à l'impact financier de l'actualisation du Salaire national minimum garanti (SNMG), ajoutant que cette mesure n'aurait pas d'impacts visibles sur les niveaux d'inflation et qu'elle était actuellement examinée par un groupe de travail.

Par Yazid Madi

L'abrogation du fameux article 87 bis continue de susciter le débat. L'abrogation de cet article de la loi n° 11-90 sur les relations du travail n'aurait pas d'impacts visibles sur les niveaux d'inflation, tel qu'il ressort des réponses du ministre des Finances publiées dans le rapport préliminaire de la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation sur le projet de loi de finances 2015. Selon le rapport distribué lundi lors de la présentation du projet de loi, au cours d'une séance plénière du Conseil de la nation, Djellab a souligné que le gouvernement a étudié toutes les éventualités relatives à l'impact financier de l'actualisation du Salaire national minimum garanti (SNMG), ajoutant que cette mesure n'aurait pas d'impacts visibles sur les niveaux d'inflation et qu'elle était actuellement examinée par un groupe de travail.

La redéfinition du SNMG a été introduite pour la première fois dans le projet de loi de finances 2015 pour l'abrogation de l'article 87 bis de la loi n°11-90 du 21 avril 1990 sur les relations du travail, annoncée en février dernier. A une question sur la non-actualisation par le gouvernement des prévisions budgétaires sur la baisse des prix du pétrole dans les marchés internationaux, Djellab a affirmé qu'*il est impos-*



Ph/D. R.

sible de pronostiquer les orientations du marché, sensible aux changements géopolitiques». Il a ajouté que la moyenne minimum du prix du baril était de 100 dollars à fin septembre dernier, précisant que le gouvernement avait étudié tous les scénarios possibles et suivait les évolutions de près. Concernant le transfert illicite de devises vers l'étranger, le ministre a rappelé qu'un cadre législatif et réglementaire bien défini permettait aux opérateurs intervenants dans le commerce extérieur d'effectuer le transfert de devises, soulignant toutefois que des poursuites étaient systématiquement engagées en cas d'infraction à la législation en vigueur.

Selon le ministre, 600 infractions ont été enregistrées en 2013, ajoutant que 400 contrevenants ont été présentés devant la justice. Le ministre a en outre souligné que son secteur œuvrait à actualiser l'arsenal juridique et réglementaire en vue de l'adapter aux développements enregistrés dans le commerce extérieur. S'agissant de la hausse des fonds consacrés à la réévaluation des programmes d'investissement public-estimés à 760 milliards de dinars dans le projet de PLF 2015, Djellab a noté une baisse considérable du coût de cette opération durant ces dernières années, expliquant que cette question était dictée par les difficultés rencontrées par les

ordinateurs sur le terrain, notamment le problème du foncier qui persistait au lancement des projets déjà inscrits. Lors de la dernière réunion de la 17^e tripartite gouvernement-UGTA-patronat, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a affirmé que la décision d'abroger l'article 87 bis sera appliquée à partir du 1^{er} janvier 2015 et concernera en premier lieu la classe défavorisée. Notons par ailleurs que l'augmentation des salaires induite par l'abrogation du 87 bis de la loi sur les relations de travail profitera à un million de travailleurs de la Fonction publique. Y. M.

Emmanuel Macron, ministre français de l'Economie

«Une nouvelle ère de l'économie algérienne et nous voulons y participer»



(CIHN), prévue le 4 décembre prochain à Paris, sous la présidence des Premiers ministres des deux pays, respectivement Abdelmalek Sellal et Manuel Valls, a expliqué le ministre français au cours d'un point de presse organisé à l'issue de la réunion du Comité mixte économique algéro-français (COMEFA). Dans ce registre, M. Emmanuel Macron a indiqué que

Il y a un axe de coopération entre Paris et Alger, une alliance productive, et cet axe va être développé davantage, a déclaré hier à Oran, le ministre français de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, Emmanuel Macron. 21 projets sont examinés lors de la réunion du COMEFA. La majorité de ces projets sera adoptée lors de la réunion du Comité intergouvernemental de haut niveau

les projets de coopération concernent tous les domaines, notamment les Ecoles supérieures, l'assainissement, «et tous les projets phares de l'économie algérienne». Concernant la sortie de la première voiture de l'usine Renault de Oued Tlilat (Oran), le même responsable a considéré que «dans le cadre de la relocalisation, ce qui est destiné à l'Algérie sera produit en Algérie». «Cela

apportera de la valeur ajoutée. Et cette entreprise est bénéfique pour les deux pays», a-t-il dit. «C'est une nouvelle ère économique faite d'ouverture, de modernisation de l'économie algérienne et nous voulons y participer», a-t-il ajouté. Il est à noter que la réunion du COMEFA a pour but d'évaluer l'état d'avancement des projets de coopération entre les deux pays. Les deux parties devront faire le point sur les projets de partenariat déjà initiés et qui sont à un stade de développement avancé. Parmi ces projets, il y a lieu de citer ceux concernant la réalisation d'écoles spécialisées dans les métiers de l'industrie et de la logistique, de la coopération en matière de normalisation et de métrologie, des partenariats de coproduction, ainsi que des projets dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'énergie et le domaine du numérique. D'autre part, les projets portant création de deux sociétés mixtes algéro-françaises dans les domaines de la viande bovine et des céréales doivent être examinés lors de cette réunion du COMEFA. Ils seront validés lors de la réunion du CIHN, à Paris.

Slim T./APS

LA QUESTION DU JOUR

Le MSP sauvera-t-il l'initiative du FFS ?

suite de la page Une

Deux ténors du mouvement islamiste, A. Soltani et A. Saïdi, n'ont pas craint de rencontrer les représentants du FFS, ce qui bien entendu n'a pas été au goût des tenants de la ligne radicale, aux commandes depuis le dernier congrès. L'un d'eux est allé jusqu'à contester que cette ligne soit en accord avec les principes fondateurs du MSP, tels qu'énoncés par M. Nahnah. Un débat est enclenché au sein de cette formation, dont il n'est certes pas facile de mesurer la portée, mais qui venant à s'intensifier pourrait bien déboucher sur l'acceptation de l'initiative du FFS. Ce qui aurait pour conséquence de changer la donne au sein de la CNLTD, qui du même coup se trouverait devant deux choix : soit elle-même change de position, en s'alignant sur le MSP, soit elle campe sur son refus, ce qui reviendrait pour elle à se marginaliser. Déjà en effet que des personnalités de premier plan comme Hamrouche et Ghozali, qui avaient participé à la rencontre de Mazafran, ont préféré depuis observer une attitude de retrait par rapport à elle. Il semble bien par conséquent que le sort de la conférence voulue par le FFS dépende désormais du choix d'y participer ou de lui tourner définitivement le dos que fera prochainement le MSP, décision finale à son tour tributaire du rapport de force entre ceux qui entendent s'y inscrire et ceux qui la récuseront dans son principe au sein de cette formation. Certes, si la participation du MSP est si importante, peut-être même décisive, c'est parce que le FLN a déjà fait connaître son intérêt pour le projet. Or il est quasi certain qu'une participation du FLN entraînera celle du RND. Avec celle du MSP, si d'aventure celle-ci est acquise, l'effet boule de neige n'aura plus alors qu'à terminer le travail de ralliement. Il ne faudrait cependant pas s'attendre à ce que tous les membres de la CNLTD virent de bord. Il s'en trouve parmi eux des irréductibles (comme le RCD du côté des partis, et Benflis, au nombre des personnalités, sans même parler de la LADDH, dont le fondateur n'a pas eu de mots à flétri le projet comme ses initiateurs, avec une propension à la diffamation qui n'a rien perdu de sa force) qui sûrement s'en tiendront à leur attitude de rejet, quand bien même cela achèverait de les isoler. La suite dans les idées du FFS, qui s'est montré insensible aux attaques et aux railleries fusant du côté de la CNLTD, pourrait bien se révéler payante finalement, et en moins de temps qu'on ne l'aurait cru au départ. Néanmoins, la partie n'est pas encore gagnée, même si ces termes se sont beaucoup simplifiés en trois semaines seulement. M. H.

Le transport aérien a du chemin à faire dans le ciel africain

Assemblée des compagnies aériennes africaines à Alger

■ La conférence a été inaugurée par le ministre des Transports, Ammar Ghoul. Elle a été suivie de travaux qui s'étalent sur deux jours et qui sont présidés par le P-DG d'Air Algérie, Mohamed Salah Boulouf, également président de l'AFRAA.

Par Yasmine Ayadi

L'Algérie accueille la 46^e édition de l'assemblée générale annuelle de l'Association des compagnies aériennes africaines Afraa, du 9 au 11 novembre 2014 dont les travaux se déroulent à l'hôtel Hilton d'Alger sous le thème «Réussir ensemble à travers l'Innovation et la collaboration». Toutes les données et l'état des lieux du transport aérien africain généralement, et algérien particulièrement, donnent du grain à moudre pour ce genre de rencontre d'autant que beaucoup est attendu de la part de la clientèle en terme de tarif des billets ainsi que le service proposé par bon nombre de compagnies africaines. Les intervenants à l'ouverture des travaux de cette rencontre ont été unanimes à soulever les potentialités d'investissement dans ce secteur ainsi que les retards à gagner sur plusieurs fronts. La conférence a été inaugurée par le ministre des Transports, Ammar Ghoul. Elle a été suivie de travaux qui s'étalent sur deux jours et qui sont présidés par le P-DG d'Air Algérie, Mohamed Salah Boulouf, également président de l'AFRAA. Les travaux se déroulent avec la participation de plus de 350 délégués de l'aviation venus de 45 pays d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Europe, du Moyen-Orient,

d'Australie et d'Amérique du Nord et du Sud. Les questions de l'accès au marché, la libéralisation, la coopération, la sécurité, le développement des infrastructures, l'innovation et l'environnement sont au menu des discussions de cette conférence. Il est à noter qu'Air Algérie est l'hôte de l'AGA de l'AFRAA pour la troisième fois. Selon Mohamed Salah Boulouf, «L'AGA va évaluer les opportunités de croissance du transport aérien en Afrique, ainsi que la manière avec laquelle les opérateurs peuvent fournir des services aériens sûrs, fiables, efficaces et rentables pour soutenir le développement du continent.» Boulouf a ajouté : «En faisant le bilan des réalités du marché, les compagnies aériennes africaines seront en mesure de mobiliser les ressources nécessaires et créer ainsi des partenariats pour accroître leur part de marché.» D' Elijah Chingosho, secrétaire général de l'AFRAA a déclaré : «La tenue de l'AGA en Algérie va attirer l'attention de l'industrie mondiale sur les possibilités de commerce et du tourisme dans la région Afrique du Nord, ainsi que sur les économies africaines en constante croissance en général,



puisque les liens se renforcent au sein du continent et pour des marchés nouveaux et traditionnels.» Pour sa part, le ministre des Transports a indiqué qu'à l'instar des autres continents, «l'Afrique s'est engagée sur la voie de la libération de son transport aérien, notamment par la proclamation de la décision Youmoussoukro en 1999, dont la

mise en œuvre mondiale permettrait à l'aviation africaine de mieux intégrer l'économie mondiale». Cependant, a-t-il indiqué, «force est de constater que 15 ans après, la décision n'est appliquée que partiellement. Une lenteur qui n'est pas sans conséquence sur le transport aérien qui se caractérise par des relations intra-fricaines faiblement déve-

loppées et un réseau intercontinental fortement dominé par des compagnies aériennes non africaines». Le ministre a par ailleurs énoncé que les compagnies aériennes africaines se doivent de concentrer leur énergie pour développer le réseau intra-africain de manière à assurer efficacement le transport des personnes et des biens. Y. A.

Durant les neuf premiers mois en cours

Près de 150 tonnes de cannabis saisies



Des saisies importantes confirment l'été de la lutte contre la drogue en Algérie. Selon l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT), plus de 146 tonnes de résine de cannabis ont été saisies durant les neuf premiers mois de l'année 2014, soit une hausse de plus de 22 tonnes par rapport à la quantité saisie la même période de l'année 2013. «Au total, 146 083, 286 kg de résine de cannabis ont été saisis durant la période (janvier-septembre) de l'année en cours, contre 123 409,833 kg durant la même période de l'année 2013», a indiqué le directeur général par intérim de l'Office, Mohamed Benhalla,

dans un entretien à l'APS. Se référant à un bilan global des services de lutte contre la drogue, il a ajouté que «la quantité saisie de résine de cannabis durant les neuf premiers mois de l'année 2014 en comparaison avec la même période de 2013, a augmenté de 18,37 %». Benhalla a rappelé que les quantités saisies nous proviennent du Maroc, faisant toutefois remarquer que les quantités qui traversent annuellement les frontières algériennes en tant que pays de transit vers l'Europe et le Moyen Orient, «sont de plus en plus importantes». Dans ce sens, le même responsable a souligné par la même occa-

sion les efforts accomplis par l'Algérie qui a en mobilisé des moyens humains et matériels pour lutter contre ce phénomène, estimant que la situation «reste très inquiétante». Il a fait remarquer que ce bilan englobe également 1 197,726 grammes de cocaïne saisis durant les neuf premiers mois de l'année en cours, contre 587,217 grammes à la même période de l'année 2013, ainsi que la découverte et l'éradication de 2 520 plants de cannabis et 7 470 plants d'opium. Les services de lutte ont également saisi 815 585 comprimés de substances psychotropes de différentes marques grosses, contre 909 627 comprimés durant la même période de l'année 2013, soit une baisse de 10,34 % des quantités saisies. Le bilan dénote que les grosses quantités de substances psychotropes saisies ont transité par le Sud en passant par la région du Sahel vers les pays d'autres pays, a relevé Benhalla. Evoquant les mesures de lutte, il a indiqué que les quantités saisies «démontrent les efforts colossaux déployés par les services de lutte contre ce phénomène, ainsi que leur bonne maîtrise et leur professionnalisme en la matière». «L'Algérie fait énormément d'efforts en moyens humains et matériels dans ce domaine», a-t-il souligné, mettant l'accent notamment sur la coordination qui existe entre les différents services concernés par la lutte contre ce fléau. D'autre part, ce même bilan avance le chiffre de 11 822 individus, dont 140 étrangers, interpellés par les services de lutte, durant la même période, pour des affaires liées à la détention, trafic ou commercialisation de la drogue.

Ahcene Hadjam

Programme AADL Proposition d'un quota supplémentaire de 400 000 unités

LE MINISTRE de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, lundi à Oran, que son département a proposé au gouvernement un quota supplémentaire de 400 000 logements au titre du programme AADL, retenu dans le cadre du plan quinquennal 2015/2019. «Nous avons proposé au gouvernement un quota supplémentaire de 400 000 logements à réaliser au titre du programme AADL retenu dans le cadre du plan quinquennal 2015/2019. Cette proposition devra être approuvée», a indiqué le ministre à l'APS, en marge de la visite de travail du Premier ministre Abdelmalek Sellal dans la wilaya d'Oran. Tebboune a, d'autre part, souligné que le programme restant d'AADL 2001/2002 «sera livré à la fin de l'année en cours», alors que les premières réceptions d'AADL 2 «se feront à la fin de l'année 2015».

Safy T./APS

Protestation citoyenne à Béjaïa

La wilaya isolée du reste du pays

■ Hier, la wilaya de Béjaïa était isolée du reste du pays. Et pour cause, plusieurs mouvements de protestation citoyens ont été observés sur les routes de la wilaya. Les RN 26, 12 et 09 étaient totalement obstrués et le trafic routier paralysé.

Ph/E. Soraya/J.A.



Par Hocine Cherfa

Impossible aux automobilistes de rejoindre les villes de Béjaïa et de Jijel, ou les quitter pour se rendre à Bouira, Alger, Tizi-Ouzou ou vers les localités de la Soummam comme Sidi-Aïch, Ouzellaguen, Akbou, Tazmalt et Sétif. Des milliers d'automobilistes étaient pris

au piège sur ces routes. Il était également impossible de rallier la ville de Béjaïa à partir de Sétif via la RN 09 et vice versa. Les RN 26 et 12 ont été fermées dès la matinée par les habitants du Aârch de Fenaïa Ilmathen, pour la deuxième journée consécutive, à Bourbaâtache et Rémila. Des files interminables de voitures se sont formées sur plu-

sieurs centaines de mètres dans les deux sens de la voie. Certains, connaissant bien les routes de la région, ont emprunté celle de Sidi-Ayad vers Semaoune puis Timezrit, via les CW 15 et 05 pour aboutir à la RN 75 et pouvoir rallier enfin la ville de Béjaïa. Un chemin escarpé, étroit et très long. Ces actions ont été observées par des villa-

geois qui réclament le raccordement de leurs foyers au gaz naturel, d'autant que la conduite qui doit alimenter plusieurs localités de la région traverse leurs terres. Ces derniers ne semblent pas convaincus des assurances formulées par le wali qui intervenait avant-hier sur radio Soummam, déclarant qu'une opération est inscrite au profit de cette commune dans le cadre de la 3^e tranche du plan quinquennal 2010/2014. Il a, pour rappel, indiqué que «6 km de réseau de transport et 82 m de réseau de distribution seront réalisés pour raccorder un total de 1 949 foyers dans cette commune». Nous avons appris, à l'heure où nous mettons sous presse, que le wali a convoqué une réunion avec le maire de Fenaïa en présence d'une délégation des protestataires. Impossible de le joindre au bureau. A Kalaâoune et Merouaha, dans la commune de Kherrata, des habitants ont fermé la RN 09 pour exiger le renforcement en eau potable, le gaz de ville, l'ouverture continue de la salle de soins, la réalisation d'un réseau d'assainissement, l'alimentation en électricité de plusieurs foyers ainsi que le renforcement du réseau existant qui connaît des chutes permanentes de tension. «Les habitants de Merouaha et Kalaâoune ont barricaadé la RN 09 après la fermeture

d'un château d'eau par quelques jeunes auxquels on avait promis des postes d'emploi au niveau de l'ADE en contrepartie de la réalisation d'un réservoir d'eau sur leurs terres», nous dira Kasdi Abdelmalek, maire de Kherrata. Et de poursuivre qu'«un projet de réalisation d'un poste électrique est retenu, mais des réserves ont été émises par les ponts et chaussées».

H.Ch.

Campagne de vaccination
Près de 200 000
têtes de cheptel
ciblées

195 000 TÊTES de cheptel sont ciblées par la campagne de vaccination contre les différentes zoonoses, lancée début novembre dans la wilaya de Naâma, a-t-on appris hier auprès de l'inspection vétérinaire relevant de la Direction locale des services agricoles (DSA). Retenue dans le cadre des mesures préventives contre les maladies contagieuses, cette campagne de vaccination, qui s'étalera jusqu'à la fin du mois de décembre prochain et couvrira les différentes communes de la wilaya, vise notamment la prévention contre les pathologies de la rage, de la fièvre aphteuse et la clavelée chez les bovins, et de la brucellose chez les caprins, a précisé l'inspectrice vétérinaire.

Fatima Korichi, qui a fait état de la mobilisation, pour la réussite de cette campagne, de 26 vétérinaires, a rappelé que la dernière campagne, menée entre mai et septembre derniers, avait permis la vaccination dans cette wilaya de 27 609 têtes bovines contre la fièvre aphteuse.

Les marchés à bestiaux ont rouvert, début novembre, pour le cheptel vacciné et doté de certificats, a indiqué la même responsable, ajoutant que l'inspection a délivré 42 000 certificats de vaccination et mobilisé 20 vétérinaires afin d'assurer le contrôle hebdomadaire d'un cheptel de 130 000 têtes au niveau des quatre marchés à bestiaux ouverts à travers la wilaya.

L'inspection vétérinaire a signalé, depuis le début de l'année en cours, 14 cas confirmés de brucellose de bovins, décelés parmi un effectif bovin laitier de 1 686 têtes appartenant à 332 éleveurs.

Amel Khelil/APS

Agriculture

Plaidoyer pour la réhabilitation des espèces locales

Des chercheurs universitaires ont plaidé, hier à Tizi-Ouzou, en faveur de la réhabilitation, la revalorisation des races animales et des espèces végétales locales et de la promotion de l'agriculture familiale.

Intervenant à l'ouverture des 7^{es} journées de la recherche sur les productions animales, organisées par l'université de Tizi-Ouzou, le doyen de la faculté de sciences biologiques et agronomiques, le P^r Derridj Arezki, a souligné que les espèces locales (végétales et animales) sont plus adaptées aux spécificités climatiques de la région du bassin méditerranéen, qui connaît une diminution des précipitations et une hausse des températures suite au réchauffement climatique. Il a mis l'accent également sur l'importance de promouvoir la

production agricole familiale (petit élevage et agriculture vivrière), qui était largement pratiquée en Algérie et qui assurait une autosuffisance alimentaire en certains produits tels que les œufs, le lait et les fruits et légumes, aux ménages.

«Il faut revenir aux notions originelles, qui, si elles sont pratiquées à large échelle, peuvent contribuer à réduire la facture des importations», a-t-il souligné, citant l'exemple de certains pays européens qui ont lancé l'agriculture urbaine.

Pour sa part, le P^r Mati Abderrahmane, directeur du Laboratoire de recherche en biochimie analytique et biotechnologies (Labab) de l'université de Tizi Ouzou, a cité l'exemple des zones montagneuses où l'élevage caprin, pratiqué jadis par les

familles, assurait une autoconsommation, à telle enseigne que le lait était cédé gracieusement.

«Actuellement, nous enregistrons des besoins de consommation en produits animaliers sans cesse croissants, or l'Algérie n'assure que 40% de cette production, le reste étant importé d'où leur prix très élevé, comme c'est le cas des viandes», a-t-il dit.

Les intervenants à ces 7^{es} journées sur les productions animales, qui se poursuivront aujourd'hui, ont mis en exergue le rôle que peut jouer l'université dans l'amélioration de la production agricole par la formation des producteurs et en proposant des solutions concrètes aux problèmes qu'ils soulèvent.

Hatem L

Apiculture

Baisse sensible de la production de miel

Une baisse sensible de la production de miel a été enregistrée au terme de la campagne de cette année dans la wilaya de Batna, où 1 500 quintaux seulement ont été produits contre 5 000 quintaux en 2011, a indiqué hier le président de l'Association des apiculteurs, Mohamed Boukhlof.

La sécheresse et le «rétrécissement» du patrimoine floristique observés ces deux dernières

années sont à l'origine de ce recul, selon la même source qui a déploré la «disparition progressive» des essaims d'abeilles d'où, a-t-il préconisé, la nécessité de réfléchir aux causes ayant conduit à la baisse de la population d'abeilles.

M. Boukhlof a estimé que dans la wilaya de Batna la filière apicole subit les contrecoups de l'usage abusif des pesticides dans les champs, d'autant que,

selon lui, «peu d'apiculteurs parviennent à rester à l'écart des exploitations agricoles et donc des pesticides».

L'association des apiculteurs de la wilaya de Batna qui regroupe 145 exploitants, à la tête de quelque 25 000 ruchers, appelle au soutien de cette profession qui nécessite l'aide de l'Etat en matière d'investissement et davantage d'encouragements aux jeunes qui débutent dans la

filrière.

«La demande qui demeure très forte ne peut pas être satisfaite par la maigre récolte de l'année 2014, ce qui a entraîné une forte augmentation du prix sur le marché local, le prix du kilogramme de miel ayant atteint les 4 000 dinars», selon le président de l'Association des apiculteurs de la wilaya de Batna.

(APS)

Station de dessalement d'El-Mactaâ

Les atouts d'un méga-projet

■ Cette installation a une capacité de production de 500 000 mètres cubes par jour. C'est la plus grande station du monde utilisant le procédé d'osmose inverse...

Par Bachir T.

La méga-station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ est appelée non seulement à renforcer l'alimentation en eau potable de la wilaya d'Oran mais aussi à répondre aux besoins des wilayas limitrophes comme Mascara, Mostaganem, Relizane et Tiaret.

Cette installation a une capacité de production de 500 000 mètres cubes par jour. C'est la plus grande station du monde utilisant le procédé d'osmose inverse, souligne à l'APS Chakib Bekouche, le DG de la société par actions «Tahyat Myah El Mactaâ» (TMM) qui gère la station. «Initialement, ce projet de dessalement d'eau de mer pour produire de l'eau potable était prévu pour la population de la wilaya d'Oran. Mais, il s'est avéré, plus tard, qu'Oran est devenue une wilaya autosuffisante, mieux lotie que les autres wilayas limitrophes, avec tous les projets de dessalement réalisés dans la région. Maintenant, la station d'El Mactaâ est appelée à alimenter ces wilayas: Mascara, Relizane, Tiaret et Mostaganem», a indiqué le même responsable.

«Avec un projet de 500 000 mètres cubes d'eau par jour, c'est la plus grande station au monde avec ce procédé utilisé dans le dessalement, en l'occurrence l'osmose inverse», a-t-il ajouté.

Au départ, lorsque les pouvoirs publics ont retenu ce méga-projet, la zone industrielle d'Arzew était déjà saturée. Il a été décidé alors d'aller plus loin et le choix a porté sur El Mactaâ, «d'autant que c'est une zone historique ayant abrité la bataille d'El Mactaâ en 1835. C'est toute une symbolique», précise le même responsable.

L'Algerian Energy Company (AEC) et l'Algérienne des eaux (ADE) sont, en fait, les initiateurs de tous les projets de dessalement d'eau de mer en Algérie, dont celui d'El-Mactaâ. «Ces projets ont contribué à l'amélioration du cadre de vie du citoyen en améliorant le plus important des éléments de ce cadre, celui de l'approvisionnement en eau potable (AEP)», souligne

Bekkouche.

Le projet de la méga-station de dessalement d'eau de mer d'El-Mactaâ est le plus grand projet que ces deux sociétés ont eu à initier, à conduire. «Ce projet a été amené à son achèvement complet avec une capacité de production de 500 000 m³/jour. C'est une performance exceptionnelle», a indiqué le DG de TMM.

Initialement, le projet devait être conduit par un investisseur étranger, mais depuis 2009, avec le principe des 51/49 édicté par la loi, il a été décidé de créer une Société par actions, la TMM SPA, souligne-t-on. Un montage financier a été élaboré et les parts ont été réparties comme suit : 47% pour l'investisseur étranger, en l'occurrence Hyflux Menaspring Ltd, la société singapourienne qui a construit la station de dessalement, 43% pour l'AEC et 10% pour l'ADE. Le projet a coûté 491 millions USD. Pour ce qui est de la gestion de la station, une société de gestion a été créée. Il s'agit de Homa (Hyflux Operating Maintenance Algeria). Cette société a conclu un contrat avec TMM spa et devra gérer la station d'El-Mactaâ pour une durée de 25 ans.

Concernant la production, Chakib Bekkouche indiquera que le programme initié prévoit la production et la fourniture de 265 000 m³ d'eau par jour à partir de janvier 2015. A compter de janvier 2016, la station produira 430 000 m³/j. Et à partir de janvier 2017, la station fournira 500 000 m³/j, soit sa pleine capacité, ceci pour fournir Oran, Mostaganem, Relizane, Mascara et Tiaret. Sur le plan technique et concernant le procédé utilisé dans le dessalement d'eau de mer, le système de l'osmose



Ph. > DR.

inverse reste le système le plus propre et le plus économique qui existe dans ce type d'industrie. «La particularité de cette usine est qu'elle utilise un autre système pour la filtration d'eau de mer par l'utilisation de membranes, une technologie japonaise appelée ultra filtration. L'autre particularité de cette usine est qu'elle est respectueuse de l'environnement», a-t-il assuré, signalant que le système d'amener d'eau et de rejet de la saumure sont tous les deux souterrains.

Sur un autre plan, le coût d'un mètre cube d'eau dessalée est de 35 DA, indique Bekkouche. «C'est, actuellement, le coût le plus bas qui soit. Cette évaluation a été calculée sur la base de la valeur du dollar en 2007 et qui était de 66 DA. Mais elle reste, aujourd'hui, l'usine la plus économique dans le monde», précise-t-il. Concernant le personnel de cette usine, il a été jugé suffisant: soixante personnes pour la faire fonctionner. L'usine est, en effet, dotée des technologies les plus avancées dans ce domaine et est presque entièrement automatisée. Cet effectif a été spécia-

lement formé pour la gestion des différents compartiments de la station.

Toutefois, le procédé de dessalement d'eau de mer produira, en plus des 500 000 m³ d'eau potable, quelque 500 000 m³ de saumure, c'est la quantité rejetée dans ce processus. L'un des challenges de TMM consiste à trouver le moyen pour éviter ce rejet de saumure. La SPA préconise la création d'une autre industrie, un autre projet. En effet, indique le DG de TMM, «des discussions sont en cours pour amener des investisseurs à récupérer l'eau de saumure pour en extraire plusieurs éléments qu'elle contient et réduire par la même occasion, et de manière considérable, l'impact sur l'environnement».

Cette eau de saumure, rejetée lors du processus de dessalement de l'eau de mer, a plusieurs débouchés. A partir de cette eau, on peut produire du sel, des sels minéraux, du magnésium et du nickel. Tout est donc récupérable. Un appel à investisseur est lancé pour ce projet. TMM pourrait le faire elle-

même, mais pas avant deux ou trois années, avec, bien entendu, l'accord des actionnaires, a-t-on estimé. Et ceci reste valable pour toutes les stations de dessalement d'eau de mer du pays, autant de projets de cette nature, selon le même responsable. L'Algérie dispose de neuf stations de dessalement en cours de production, deux en cours de construction, ainsi que deux autres en phase de développement, soit 13 stations au total. Lors de sa dernière visite à Oran, le ministre des Ressources en eau avait affirmé que l'Algérie a capitalisé une expérience de leader mondial en matière de dessalement de l'eau de mer. «L'investissement dans la mobilisation des eaux dites non conventionnelles a permis à l'Algérie de gagner une position de leader, et cela pas seulement en Afrique mais à l'échelle planétaire», a déclaré Necib, ajoutant que «la stratégie nationale continuera d'être axée sur la consolidation des investissements pour la mobilisation et la diversification des ressources hydriques».

B. T./APS

Cnep

L'âge limite passe à 75 ans pour le crédit hypothécaire

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) a augmenté à 75 ans la limite d'âge aux postulants aux crédits hypothécaires destinés aux particuliers, contre 70 ans auparavant, a indiqué dimanche un communiqué de cette banque.

Cette nouvelle disposition est applicable à partir du 9 novembre en cours, ajoute la

même source. L'emprunteur, qu'il soit épargnant ou non, bénéficiera d'une durée maximale de remboursement de 30 ans des crédits hypothécaires accordés aux particuliers, dans la limite d'âge de 75 ans au lieu et place de 70 ans avec le maintien de la tarification de l'assurance en vigueur, précise-t-elle.

A la date du dépôt de la demande de cré-

dit, le client doit avoir 70 ans au plus, note-t-elle. Cette nouvelle condition, explique cette banque publique, «permettra à la clientèle de prétendre à un meilleur crédit lorsque le client a dépassé les 45 ans, et permettra de toucher une tranche d'âge plus élargie et augmentera ainsi les capacités d'emprunt».

Sihem K.

Investissement dans le Grand sud

133 projets inscrits en 2014

Cent trente-trois nouveaux projets ont été inscrits, au cours des 9 premiers mois de l'année 2014, au niveau du guichet unique décentralisé de Tamanrasset, l'Agence nationale du développement de l'investissement (Andi), pour un investissement global de 11 milliards de dinars, a révélé lundi le responsable de ce dis-

positif. Ces nouveaux projets, versés notamment dans les secteurs du transport, de l'industrie, des services et du tourisme, devront générer plus de 1 290 emplois, en plus de contribuer à l'impulsion du développement dans cette wilaya, a indiqué le directeur du guichet unique, Boudjemaâ Bensaid.

Sur les projets inscrits, 23 dossiers ont déjà reçu les décisions d'attributions de terrain pour la concrétisation de leurs projets, par le biais du Comité d'assistance à la localisation et à la promotion de l'investissement et de la régulation du foncier (Calpiref), a-t-il précisé.

Une vingtaine de projets sont entrés en service depuis

l'ouverture du guichet unique décentralisé de l'Andi dans la wilaya de Tamanrasset, en février 2011, selon le même responsable.

Parmi ces projets, une unité de fabrication de lait en sachet pasteurisé à Tamanrasset de 50 000 litres/jour, qui a permis d'approvisionner la région

en ce produit de base, ainsi qu'un centre de contrôle technique de véhicules à In-Salah entré en service en février 2014 et qui évite aux citoyens de se déplacer vers d'autres wilayas sur des centaines de kilomètres, en plus d'autres projets dans le bâtiment, le transport et les travaux publics, a-t-il signalé.

R. E.

Béjaïa

Les habitants réclament du gaz

■ Le directeur de la Société de distribution d'électricité et de gaz de l'Est a réaffirmé l'inscription officielle en réalisation de ce projet, invitant les populations concernées à prêter main-forte pour précipiter sa concrétisation.

Par Massi C.

Des milliers d'automobilistes étaient bloqués dimanche sur des tronçons des routes nationales 12, reliant Béjaïa à Tizi-Ouzou, et 26, joignant Béjaïa à Bouira et par extension Alger, obstrués respectivement à Remila, El-Kseur et Bourbaatache, par des habitants se réclamant de la localité de Fenaïa, demandant leur raccordement au réseau de distribution de gaz naturel, a-t-on constaté. Les protestataires ont, dès les premières lueurs du jour,

investi les lieux, notamment à Remila (35 km à l'ouest de Béjaïa), dressant moult obstacles et mettant le feu à des pneus usagés, obligeant à l'arrêt des centaines de voitures et d'autobus convoyant pour l'essentiel des travailleurs se rendant vers Béjaïa ou inversement vers la zone industrielle d'Akbou. Le même constat a caractérisé le trafic routier à hauteur de la ville d'El-Kseur et la localité voisine de Bourbaatache, bloquant les automobilistes se rendant vers Tizi-Ouzou ou en venant. «C'est devenu un sordide et éprouvant



Ph. DR

rituel. Chaque début de semaine on fait désormais les frais de ces agissements», fulmine un automobiliste, affirmant avoir par prévision pris la route très tôt pour échapper au «piège», mais a fini par se faire «coincer».

«Désormais, pour voyager, il faut le faire de nuit ou tout simplement inventer un moyen aérien», a-t-il ironisé. «Nous avons bloqué la route à contre-cœur», s'est défendu un manifestant, estimant que les «habi-

tants de la région de Fenaïa ont fait preuve de patience jusque-là. C'est l'administration qui n'a pas tenu ses promesses».

«Nous avons permis le passage du gazoduc sur nos terres, en sacrifiant notamment nos champs d'oliviers en échange d'un raccordement rapide. Mais voilà qu'au moment d'en bénéficier, c'est aux autres qu'on accorde la priorité. Selon quelle règle ? On ne le sait pas», s'emporte un autre manifestant.

Le wali de Béjaïa s'est désolé de la situation et de ce recours à la fermeture des routes, d'autant que la région est officiellement inscrite pour bénéficier à une large échelle du raccordement au gaz naturel.

«Le projet est inscrit au titre de la 3^e tranche du plan quinquennal. Il consiste en l'installation d'un réseau de distribution de 82 km et le branchement de 1 840 foyers», a-t-il indiqué, appelant les habitants de toutes les localités situées dans la région notamment, (outre Fenaïa) Chemini, Tibane, Tifra, Souk-Oufella, Akfadou et Taourirt-Ighil, à «faire preuve de patience car le programme est concret», a-t-il dit. Le directeur de la Société de distribution d'électricité et de gaz de l'Est, Ahmed Derrai, a réaffirmé l'inscription officielle en réalisation de ce projet, invitant les populations concernées à prêter main-forte pour précipiter sa concrétisation, les exhortant, notamment, à cesser les oppositions au travail de l'entreprise.

M. C./APS

Aïn Defla

90% du programme de développement rural réalisé

Près de 90% du programme de développement rural lancé en 2010 ont été réalisés dans la wilaya de Aïn Defla, a-t-on appris dimanche auprès de la Conservation locale des forêts.

Les opérations réalisées à ce jour, dans le cadre de ce programme, ont consisté en la mise en valeur de 782 hectares de terres, l'équipement de 88 puits, l'aménagement de 21 points d'eau et l'ouverture de 36 km

de pistes, a-t-on indiqué de même source. Les actions entreprises ont également concerné la construction de 84 bassins servant à l'irrigation, la plantation de 1 355 arbres fruitiers ainsi que l'aménagement de 7 pistes, a-t-on ajouté.

S'agissant des élevages bovin et ovin et de l'apiculture, pour lesquels une enveloppe avoisinant les 40 millions DA a été consacrée, l'opération en est à la phase du

choix des bénéficiaires au niveau des communes et des daïras, a-t-on précisé.

Par le biais de ses représentants locaux et en coordination avec la commission d'animation rurale communale et des représentants de la société civile, la Conservation des forêts procède à l'étude des demandes d'activités s'inscrivant dans le cadre de projets utiles de proximité rurale, a-t-on souligné.

Skikda

Engouement au Salon du miel

Le 3^e Salon national du miel et de l'apiculture qui bat son plein depuis samedi au centre culturel Aïssat-Idir de Skikda attire un public très nombreux, a-t-on constaté dimanche.

Le salon, qui réunit des apiculteurs venus de 13 wilayas du pays, comprend de nombreux stands dont celui de Oukil Hambli, de Lakhdaria (Bouira), qui expose une large gamme de plantes et de fleurs, telles que l'eucalyptus, le jujubier sauvage et autres variétés qui permettent aux abeilles butineuses de donner un miel d'excellente qualité.

Selon ce producteur, le prix du miel (entre 3 000 et 4 000 DA le kg) est ainsi élevé «en

raison des charges de transport pour la transhumance» qui le conduit régulièrement jusqu'à Biskra et El Oued. Pour M. Hambli, le produit le plus demandé est le miel du jujubier sauvage, compte tenu, selon lui, de ses vertus thérapeutiques avérées, notamment pour renforcer l'immunité et traiter des infections de l'appareil urinaire et des intestins.

Pour sa part, Lazhar Ayoun, apiculteur à Constantine, propose une variété de miel d'eucalyptus et autres miels de diverses fleurs, recommandés en raison de leur richesse en sels minéraux et qui permettent de combattre de manière «bio» l'anorexie des enfants. Selon Amar Boudji, cadre à la direction des services agricoles, la tenue de

ce salon qui regroupe 35 exposants et qui se poursuivra jusqu'au 12 du mois en cours, «vise à offrir aux apiculteurs un espace de rencontres et d'échange d'expériences», tout en «permettant aux visiteurs de découvrir certains miels qu'ils ne connaissent pas forcément».

Les visiteurs se sont montrés, en effet, extrêmement intéressés par les applications médicales du miel «bio» et les vertus thérapeutiques de différentes variétés produites par les exposants.

La wilaya de Skikda a produit, cette année, 6 000 quintaux de miel provenant de l'exploitation de quelque 115 000 ruches.

Yanis D.

Blida

Journées d'information sur un régiment médical

Des journées d'information sur le 52^e régiment médical, stationné dans la localité de Haizer (Bouira), ont été ouvertes dimanche au niveau du Centre d'information de la 1^{re} Région militaire, à Blida, en présence d'un grand nombre de citoyens, a-t-on constaté.

Le 52^e régiment médical de la 1^{re} Région militaire, qui a été créé en 1994, est un hôpital militaire mobile, a rappelé son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Ghezlane Lazhar, ajoutant que ce régiment assure, outre ses missions de santé militaire, des interventions lors de catastrophes naturelles, des opérations de soins et d'évacuation des blessés, ainsi que l'approvisionnement sanitaire grâce à des équipes médicales compé-

tentes. Ces journées d'information, qui s'inscrivent dans le cadre du plan annuel de communication du ministère de la Défense nationale, ont été inaugurées par le directeur régional de la santé militaire de la 1^{re} Région militaire, le colonel Aberkane Abdellah.

La manifestation vise à faire connaître le 52^e régiment médical auprès du large public, en lui permettant de s'informer sur son travail et ses missions dans différentes circonstances et lors de catastrophes naturelles, a indiqué le colonel Aberkane dans son allocution d'ouverture.

Les citoyens, qui se sont rendus à l'esplanade du Centre d'information de la 1^{re} RM, situé à Bab Essebt (centre-ville de Blida), ont découvert de visu les différents services de

ce régiment médical, installés dans des tentes, à l'image des services d'interventions chirurgicales, de réanimation de personnes brûlées, de pharmacie et de plusieurs autres services disponibles au niveau

Les visiteurs ont eu également droit à des explications concernant les équipements utilisés et les missions de ce régiment médical, qui était intervenu, rappelle-t-on, lors de plusieurs catastrophes naturelles à l'instar du séisme ayant secoué la wilaya de Boumerdès et d'autres wilayas du Centre du pays, en mai 2003, et les inondations de Bab El Oued, survenues le 10 novembre 2001.

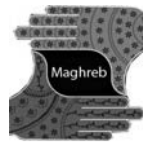
Hamza B.

Tlemcen

Mise en échec de plusieurs tentatives de contrebande de carburant

LES UNITÉS des douanes de Tlemcen ont mis en échec, la semaine dernière, plusieurs tentatives de contrebande de plus de 8 300 litres de carburant vers le Maroc, a-t-on appris dimanche auprès de ce service sécuritaire. Les saisies ont été opérées lors de barrages et de patrouilles de contrôle effectuées dans la bande frontalière par les éléments du poste douanier d'El Birou, Marsa Ben M'hidi, Boukanoun et la brigade polyvalente de Akid Lotfi (Maghnia). Les quantités de carburant saisies étaient conditionnées dans 290 bidons en plastique et transportées à dos de baudets et dans une voiture de location, a-t-on indiqué. La valeur du produit saisi est estimée à plus de 628 500 DA et l'amende douanière à plus de 6,2 millions DA.

R.R.



Sahara occidental «La mission de décolonisation incombe à l'ONU»

L'URGENTE nécessité de promouvoir la stabilité, la paix et le développement figure au centre de la démarche de l'Algérie, a indiqué dimanche à Alger, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, soulignant que la région a besoin que s'accomplisse la décolonisation du Sahara occidental. «L'urgente nécessité de promouvoir la stabilité, la paix et le développement figure au centre de la démarche de l'Algérie. Dans cet esprit, l'Algérie se réjouit du nouvel acquis démocratique que constituent les récentes élections législatives en Tunisie, une excellente nouvelle pour les pays du Maghreb et au-delà», a affirmé M. Lamamra à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des Nations unies. Le chef de la diplomatie algérienne a ajouté que «notre région a besoin également que s'accomplisse la mission de décolonisation du Sahara occidental qui incombe à l'ONU, en application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations unies et à la veille du quarantenaire de l'avis de Cour internationale de justice qui a consacré l'autodétermination comme passage obligé de la solution à promouvoir au bénéfice du peuple de ce territoire». Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc avec le soutien de la France. S'agissant de la Palestine, M. Lamamra a souligné que «le moment était venu de mettre fin à la politique d'occupation, de colonisation et d'agression militaires à répétition d'Israël dans la région, dont Ghaza, devenue champ de ruines, est le témoignage accablant». «Nous saluons la pertinence de la décision de l'ONU, décrétant 2014 "année de la solidarité avec le peuple Palestinien" en ce qu'elle traduit la volonté de la communauté internationale pour que soit faite la quête légitime des Palestiniens de vivre libres dans un Etat souverain, reconnu dans les frontières de juin 1967», a-t-il dit.

Brahim D.

Présidentielle en Tunisie

Marzouki met en garde contre «le despotisme»

■ Moncef Marzouki, candidat à l'élection présidentielle du 23 novembre prochain en Tunisie, a mis en garde contre «le despotisme» et appelé à «la méfiance quant à un éventuel retour de la Tunisie en arrière».

Par Sadek L.

Le président de la République provisoire tunisienne, Mohamed Moncef Marzouki, et candidat à l'élection présidentielle du 23 novembre prochain, a mis en garde contre «le despotisme» et appelé à «la méfiance quant à un éventuel retour de la Tunisie en arrière».

S'exprimant lors d'un meeting, samedi après-midi, à la place des Martyrs, à Kairouan, dans le cadre de sa campagne électorale, le candidat a mis en garde contre le despotisme, faisant allusion au parti Nidaa Tounès de l'ex-Premier ministre Béji Caïd Essebsi, ayant remporté les législatives du 26 octobre dernier, avec 85 députés, devançant de 16 sièges le parti d'Ennahda.

M. Caïd Essebsi avait déclaré récemment que sa formation politique «a pris la décision que Nidaa Tounès, même s'il a la

majorité absolue, ne gouvernera pas seul. Il faut gouverner avec les autres, dans l'intérêt de Nidaa Tounès et du pays».

En outre, M. Marzouki a mis en exergue «la nécessité de préserver la démocratie et de faire réussir le processus électoral», réaffirmant «sa volonté de poursuivre la défense des droits et des libertés».

«Le développement équitable et égalitaire entre les différentes régions du pays se placera en tête de ses priorités au cours des prochaines années s'il remporte la présidentielle», a encore souligné Marzouki.

Le candidat à l'élection présidentielle a rappelé qu'«il a effectué plus de 100 visites dans plusieurs pays dans une initiative visant à attirer les investissements étrangers et à récupérer les fonds spoliés».

La Tunisie est en campagne électorale jusqu'au 21 du mois courant.



Ph. DR

Vingt-sept candidats sont en lice pour le scrutin. Parmi les principaux candidats figurent le président sortant Moncef Marzouki, Mustapha Ben Jaâfar (président du parti Takattoul) et Béji Caïd Essebsi.

Un deuxième tour aura lieu fin décembre si aucun des candidats ne remporte la majorité absolue des suffrages au premier tour.

Le futur chef de l'Etat ne disposera, selon la Constitution

adoptée en janvier, que de pouvoirs restreints, l'essentiel de l'exécutif relevant du Premier ministre issu de la majorité parlementaire.

L'enjeu de ces élections est de doter la Tunisie d'institutions pérennes, près de quatre ans après la révolution, alors que des pays qui ont connu ledit «Printemps arabe» ont basculé dans la violence et le blocage politique.

S. L./APS

Ennahdha «aurait pu soutenir» un candidat à la présidentielle

Le mouvement d'«Ennahdha aurait dû déclarer son soutien à un candidat ou plus dans la course au Palais de Carthage le 23 novembre prochain», a estimé dimanche Kalthoum Badreddine, membre du Conseil de la Choura dans le mouvement, et présidente de la commission de la législation générale à l'Assemblée nationale constituante (ANC).

«Prendre ses distances sur cette question importante n'est pas conseillé en cette étape», a ajouté M^{me} Badreddine, citée par l'agence TAP, deux jours après l'annonce du mouvement Ennahdha de laisser à ses partisans le choix de soutenir le bon candidat pour la présidence.

«Ennahdha aurait pu soutenir une personnalité pouvant garantir l'équilibre entre les pouvoirs ainsi que le processus transitionnel et ne s'opposant pas aux objectifs de la révolution, des critères réunis par plus d'un candidat», a souligné M^{me} Badreddine.

Elle a expliqué que son parti «n'a pas été clair dans ses choix en ce sujet, afin de contrer l'hégémonie de n'importe quel parti», rappelant qu'elle a appelé, avec 28 autres membres du Conseil de la Choura, à la nécessité

de soutenir un ou plusieurs candidats. «Cet appel a été lancé en application des recommandations issues de la réunion du Conseil de la Choura, le 29 octobre, ayant fixé jeudi et vendredi derniers pour trancher sur ce sujet, ce qui n'a pas été fait», a-t-elle indiqué.

Kalthoum Badreddine a estimé également qu'«Ennahdha ne manquait pas de compétences et de cadres pouvant se présenter à la présidentielle et être une véritable alternative dans la course, mais il a préféré s'abstenir, par souci de couper court à la politique du parti dominant...».

Elle a estimé que ce choix «est motivé par la volonté d'Ennahdha de laisser la porte ouverte à une éventuelle coalition avec Nidaa Tounès pour former le prochain gouvernement».

«Cette question ne se pose pas actuellement puisque tout sera connu à la lumière des résultats de la présidentielle», a-t-elle fait valoir.

Le vote effectué par les membres du Conseil de la Choura du Mouvement Ennahdha sur le soutien ou non à un candidat à la présidentielle a donné 72 voix contre et 29 voix pour, rappelle-t-on.

De son côté, le candidat à la présidentielle, Mustapha Ben Jaafar, du parti Ettakatol, a estimé que le mouvement Ennahdha aurait dû prendre une position claire pour ce scrutin, indiquant que «les Tunisiens ont encore une chance de se ressaisir et de voter en sa faveur». Il a souligné, dimanche, au cours de sa campagne présidentielle au Kef, qu'il était capable de rassembler tous les Tunisiens comme il l'avait prouvé, en présidant l'Assemblée nationale constitutive. «La Tunisie doit être édifiée par tous les Tunisiens, sans exclusion, ni marginalisation», a-t-il dit, faisant part de ses craintes quant à l'émergence d'une hégémonie d'un seul parti sur les institutions de l'Etat.

Dans ce contexte, M. Ben Jaafar a souligné que le président de la République doit jouer un rôle d'arbitre et veiller à défendre les intérêts du peuple. Outre le président sortant Moncef Marzouki, vingt-six candidats sont en lice pour le scrutin, dont une femme – la magistrate Kalthoum Kannou – ainsi que d'anciens ministres de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali, renversé en janvier 2011 par un soulèvement populaire après 23 ans de pouvoir.

Zaid F.

Libye

Explosion près du siège du gouvernement lors d'une réunion avec l'ONU

Une explosion s'est produite dimanche près du siège du gouvernement libyen, dans l'est du pays, alors que le Premier ministre rencontrait le chef de la mission de l'ONU en Libye (Unsmil), mais aucune victime n'est à déplorer, selon l'agence officielle Lana.

«Une petite explosion s'est produite mais n'a pas perturbé la réunion de l'émissaire de l'ONU, Bernardino Leon (...) avec le gouvernement provisoire et le Premier ministre

Abdallah al-Theni», a affirmé le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Hassan al-Sghaier, cité par Lana. L'explosion, qualifiée d'«incident terroriste» par M. Sghaier, a eu lieu à Chahat (1 230 km à l'est de Tripoli) près du nouveau siège du gouvernement reconnu par la communauté internationale. Il siégeait jusqu'à récemment à Tobrouk, dans l'Est libyen.

Cette réunion avec l'ONU était organisée trois jours après la décision de la Cour

suprême libyenne qui a invalidé le Parlement issu des élections du 25 juin.

L'arrêt de la Cour suprême a été rejeté par le nouveau Parlement, aggravant la crise qui secoue le pays depuis plus de trois ans.

Depuis la chute du régime de Muammar Kadhafi en 2011, à l'issue d'un conflit de huit mois, les différentes milices l'ayant combattu font la loi dans le pays plongé dans le chaos.

Tahar A.



Nigeria

47 élèves tués dans un attentat suicide contre un collègue

■ Une cinquantaine d'adolescents ont été tués hier dans un attentat suicide contre leur collègue dans le nord-est du Nigeria, l'un des pires massacres attribués au groupe islamiste armé Boko Haram qui affirme lutter contre l'éducation à l'occidentale et multiplie les tueries aveugles.

Par Ali O.

L'explosion s'est produite dans un collège-lycée public de garçons de Potiskum, capitale économique de l'État de Yobe, l'un des trois États placés sous loi martiale depuis un an et demi pour faire face à l'insurrection sanglante menée par le groupe islamiste, qui a fait plus de 10 000 morts en cinq ans.

Ce massacre a été perpétré au lendemain de la publication d'une nouvelle vidéo du chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, dans laquelle il réaffirme avoir créé un «califat» dans les zones du nord-est du Nigeria conquises par les insurgés et exclut à nouveau toute perspective d'accord de cessez-le-feu avec le gouvernement.

«Les écoliers s'étaient rassemblés pour la réunion du matin, lorsque quelque chose a explosé avec un bruit énorme, à exactement 07h50» (06h50 GMT), a témoigné un enseignant.

L'explosion a été «provoquée par un kamikaze», a indiqué Emmanuel Ojukwu, le porte-parole de la police nigérienne. «Il y a 47 morts et 79 blessés» parmi les élèves, a-t-il ajouté, précisant que Boko Haram était soupçonné d'être responsable du massacre.

Un habitant du quartier, Adamu Alkassim, a décrit une grande confusion dans et autour de l'établissement scolaire, racontant les chaussures abandonnées au milieu des traces de sang. Les victimes ont été transportées à l'hôpital général de Potiskum, à 100 mètres de là.

Boko Haram, dont le nom signifie «L'éducation occidentale est péchée» en langue haoussa, a déjà mené de nombreuses attaques contre des établissements scolaires qui, estime ce groupe, fournissent une éducation influencée



Ph. > D. R.

par les valeurs occidentales. En février, des hommes armés avaient ouvert le feu et lancé des explosifs dans le dortoir d'un internat à Buni Yadi, également dans l'État de Yobe, tuant au moins 40 adolescents.

En juillet 2013, l'attaque du lycée de Mamudo, non loin de Potiskum, avait fait 42 morts parmi les élèves et leurs enseignants, que les assaillants avaient rassemblés dans un dortoir où ils avaient jeté des explosifs et mis le feu. Shekau avait ensuite justifié la tuerie de Mamudo dans une vidéo, sans toutefois la revendiquer. Dans une autre vidéo obtenue l'année dernière par l'AFP, Shekau avait rappelé: «L'école occidentale, c'est interdit

par la religion, l'université c'est haram (interdit). Arrêtez d'aller à l'université, bâtards!». Si en 2010 et 2011, les islamistes s'en prenaient souvent aux écoles quand elles étaient fermées, depuis 2013, les

élèves sont de plus en plus visés.

L'attaque de Boko Haram qui a le plus ému, à travers le monde, est celle du lycée public pour filles de Chibok, dans l'État voisin de Borno, fief historique des islamistes, lors

de laquelle 276 adolescentes avaient été enlevées en avril. Plus de six mois plus tard, 219 d'entre elles sont toujours aux mains de leurs ravisseurs.

Les autorités nigériennes avaient affirmé mi-octobre avoir conclu un accord de cessez-le-feu avec Boko Haram, prévoyant notamment la libération des otages de Chibok.

Dans la vidéo obtenue dimanche par l'AFP, Shekau dément à nouveau avoir conclu un cessez-le-feu avec le gouvernement et va même jusqu'à menacer de tuer l'homme qui s'était présenté comme le négociateur du groupe avec les autorités d'Abuja.

Cette vidéo de propagande longue de 44 minutes montre des images de combattants à moto et sur un véhicule blindé, acclamés par une foule en liesse, dans une bourgade poussiéreuse non-identifiée. Shekau semble y délivrer un prêche depuis un local, retransmis par haut-parleur à une population assemblée au dehors. Il réaffirme dans son discours avoir fondé un califat islamique dans les zones du Nord-Est conquises par les insurgés ces dernières semaines.

A Potiskum, où un attentat contre un cortège chiite a fait 15 morts hier dernier, 16 hommes arrêtés par l'armée ont été retrouvés morts quelques heures plus tard, tués par balles, selon des responsables locaux. A. O.

Nucléaire

L'Iran et les États-Unis tentent d'avancer au 2^e jour des négociations

Les États-Unis et l'Iran négociaient, pour la deuxième journée consécutive hier à Mascate, en vue d'un accord espéré de longue date sur le dossier nucléaire iranien que des divergences fondamentales risquent de faire capoter. Avec la date butoir du 24 novembre qui s'approche, le secrétaire d'État américain John Kerry et le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif défendaient chacun des demandes, sans aucun signe de percée dans les discussions. Le président américain Barack Obama a souligné, avant ces pourparlers qui ont débuté dimanche, qu'il y a «encore un fossé important» à combler entre les deux pays.

«La question est de savoir maintenant si nous allons pouvoir combler ce fossé pour que (l'Iran) puisse réintégrer la communauté internationale, que les sanctions soient progressivement levées et que nous ayons des assurances vérifiables et fermes qu'ils ne développent pas la bombe nucléaire», a-t-il expliqué. La délégation iranienne est pour sa part sous pression pour obtenir une levée totale des sanctions américaines, des Nations unies et de l'Europe. Téhéran cherche à l'obtenir rapidement, mais le président Obama n'évoque qu'un processus lent au cas où l'Iran remplirait ses obligations internationales. «Nous n'y parviendrons peut-être pas», a en tout cas averti le président américain à propos de la possibilité d'un accord. Les discussions se déroulent dans un grand hôtel de la capitale omanaise et la séance d'hier a

démarré peu avant 11h30 locales (07h30 GMT).

Les deux parties ont eu dimanche plus de cinq heures de discussions dirigées par la représentante ad hoc de l'Union européenne Catherine Ashton. La principale divergence concerne le nombre de centrifugeuses que l'Iran serait autorisé à conserver en échange d'un allègement des sanctions et d'inspections rigoureuses de sites nucléaires iraniens.

L'Iran nie vouloir se doter de l'arme nucléaire et affirme que son programme n'est destiné qu'à produire de l'électricité, ce qui nécessite un développement de ses capacités d'enrichissement d'uranium.

La durée d'un règlement définitif entre l'Iran et le groupe 5+1 - Grande-Bretagne, Chine, France, Russie, États-Unis et Allemagne - donne lieu également à des divergences. L'Iran parle de cinq ans et l'Occident suggère au moins le double. Pour certains analystes, le manque de progrès et les exigences éloignées des parties respectives signifient qu'un règlement global serait hors de portée avant le 24 novembre. «Un accord global n'est plus possible avant la date butoir. Ce qui est encore réalisable, c'est une percée qui pourrait justifier un prolongement des discussions», a estimé Ali Vaez de l'International Crisis Group, dans une déclaration hier à l'AFP. «Ce dont on a besoin, c'est une décision politique courageuse que personne ne semble prêt à prendre pour le moment», a-t-il dit. L'Iran et les États-Unis affirment qu'il n'est pas question de

prolonger les discussions, mais ils l'ont déjà fait dans le passé, quand la date butoir du 20 juillet n'avait pas été respectée. Cependant, en dépit des divergences, personne n'a intérêt à se retirer du processus. Les États-Unis nient tout lien entre les discussions nucléaires et le combat contre le groupe État islamique (EI), alors que Washington et Téhéran sont de fait dans le même camp contre les jihadistes.

Des considérations de politique intérieure pèsent sur les négociations, compte tenu de la perte du Sénat par les démocrates de Obama lors des élections de mi-mandat au profit des républicains, dont certains membres ont toujours émis des réserves sur l'ouverture de la Maison-Blanche en direction de l'Iran. Si les négociations n'avancent pas rapidement, le Congrès américain pourrait prendre de nouvelles sanctions contre l'Iran. Le président Obama a le pouvoir d'y opposer son veto, mais la perspective de nouvelles sanctions pourrait perturber un processus déjà long et rendre les négociations intenables pour le gouvernement iranien. Zarif et le président Hassan Rouhani sont sous la pression d'élus, sceptiques sur l'accord intérimaire qui est entré en vigueur en janvier et qui veut qu'un accord final soit ratifié par le Parlement. Dimanche, 200 députés iraniens ont signé une déclaration demandant que l'équipe de négociation de Zarif «défende vigoureusement» les droits du pays à un programme nucléaire et une «levée totale des sanctions».



Points chauds

Répercussions

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que la classe politique française se déchire autour du scandale d'une possible collusion entre François Fillion et le secrétaire général de l'Élysée concernant les ennuis judiciaires de Sarkozy, à droite certains essaient de tourner ce sinistre épisode à leur avantage. En effet, les noms de Fillion et de Sarkozy qui circulent sans cesse depuis plusieurs jours maintenant parmi les politiques et dans les médias permettent aux autres figures de l'UMP de se repositionner en vue de la présidence de leur parti ou même en vue des primaires qui doivent déterminer en 2016 quel sera le candidat de la droite pour la prochaine présidentielle. Alain Juppé est d'ailleurs considéré par de nombreux analystes comme le grand gagnant de tout le déballage qui agite l'UMP. Surtout, sa propension à rester à l'écart des conflits lui confère l'image d'un homme stable et équilibré. Loin de la guerre des chefs ou de tout scandale politique, financier ou judiciaire, il représente ce que recherche beaucoup de Français, la possibilité d'une politique apaisée. Toutefois, l'ancien Premier ministre n'est pas le seul à bénéficier, ou du moins essayer dans le cas de Marine Le Pen, de cette nouvelle polémique. En effet, la présidente du Front Nationale a rapidement fait le rapprochement entre cette affaire et la théorie qu'elle met en avant depuis des années, et son père avant elle, celui de l'UMP, les deux grandes formations étant selon elle complices des plus grands malheurs de la France et des Français. Reste à savoir si les électeurs qu'ils soient de droite ou de gauche garderont un souvenir assez vivace de ce scandale pour être influencés dans leurs votes, que cela soit pour les primaires de l'UMP ou pour la présidentielle de 2017. Surtout, reste à savoir si Sarkozy, qui n'est que victime dans cette affaire, en sera néanmoins négativement affecté ou si encore une fois la base des militants de droite, qui lui est entièrement acquise, le soutiendra quoi qu'il arrive et le portera d'abord à la présidence de l'UMP à la fin de ce mois-ci puis enfin dans la course à la présidence de la République dans deux ans. F. M.



Galerie d'art Aïcha-Haddad

Omar Reggane expose ses œuvres

● La galerie d'art Aïcha-Haddad d'Alger-Centre est décorée, depuis le début du mois, de plus de vingt toiles de l'artiste peintre Omar Reggane. Cette salle d'exposition est devenue un paradis de couleurs avec des nuances variées. Du bleu, du blanc, du vert et du noir sont pratiquement sur toutes les toiles, créant une belle harmonie entre couleurs chaudes et froides. Des thèmes qui varient entre société et actualités sont proposés au public avec une touche de l'artiste.

Par Abila Selles.

Plus de vingt toiles de la même dimension encadrées de couleur noire sont exposées à la galerie Aïcha-Haddad d'Alger-Centre. La mer, les bateaux, la souffrance de l'homme, la quête de la lumière, le chemin de la vie et de la liberté, l'Algérie et ses martyrs, sont les principaux thèmes de cette exposition.

Une harmonie de couleurs chaudes et froides est utilisée pour transmettre les différents

messages. Les couleurs noire et blanche sont présentes dans toutes les toiles, exprimant l'état d'âme du peintre qui vit l'angoisse du quotidien de son pays pourtant optimiste pour l'avenir. Cette petite tache blanche ajoutée à chaque toile n'est qu'une fenêtre pour l'espoir et un appel à croire à un avenir meilleur.

Les toiles exposées ne portent pas de titres. L'artiste a préféré laisser la liberté d'interprétation au public qui n'a qu'à admirer les moindres détails. «J'ai tout apprécié dans cette exposition»,



a déclaré un enseignant des Beaux-Arts rencontré sur les lieux. «Les techniques sont parfaites, les gestes du pinceau sont harmonieux et les couleurs sont fabuleuses. Je ne peux que dire

que c'est une exposition réussie», a-t-il ajouté.

L'utilisation de la couleur rouge n'a fait qu'ajouter de la vivacité et un air particulier à cette exposition. Quant à la cou-

leur bleue, elle est omniprésente dans cette exposition avec ses différentes nuances. Elle a été utilisée pour décrire une fois des harraga au large de la mer et une autre fois pour plonger dans les profondeurs de cette mer qui est belle par sa biodiversité.

Les techniques utilisées dans les toiles sont variées avec une touche de Omar Reggane. D'ailleurs, cet artiste peintre est connu par ces gestes étudiés et harmonieux du pinceau.

Originaire de Bouira, Omar Reggane est un artiste peintre qui s'est imposé sur la scène artistique avec un talent unique tout en ajoutant une touche personnelle. Depuis 1998, il a participé à plusieurs expositions en Algérie et à l'étranger. Ses toiles ont été exposées dans plusieurs villes algériennes telles que Tlemcen, Blida, Alger, Bouira et autres. Quant à l'étranger, Omar Reggane a exposé à plusieurs reprises en Allemagne.

A. S.

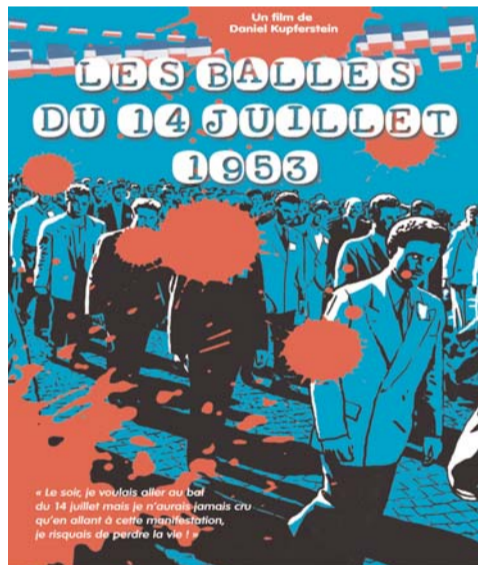
Projection de «Les balles du 14 juillet 1953»

Un massacre anti-algérien tiré de l'oubli

Le documentaire «Les balles du 14 juillet 1953» du réalisateur français Daniel Kupferstein, projeté dimanche à l'occasion des 5^{es} Journées cinématographiques d'Alger (JCA), tire de l'oubli un massacre anti-algérien perpétré par la police française en 1953, lors de la traditionnelle manifestation ouvrière du 14 juillet. Cette répression, qui avait fait sept morts et des dizaines de blessés par balle, a été soigneusement travestie en action de «légitime défense» par la justice française de l'époque et a fourni prétexte à la police pour se doter de deux corps répressifs spécialement destinés à mater les indigènes.

Le documentaire de 85 minutes reconstitue avec minutie les tragiques événements de cet anniversaire, festif entre tous, où les Algériens ont rejoint la manifestation de la CGT et du Parti communiste français à l'appel du PPA-MTLD.

S'appuyant sur les témoignages de nombreux acteurs de l'époque, victimes, policiers, historiens et simples témoins dont certains pris pour des Algériens ont également été blessés,



le film est une enquête approfondie qui démonte, archives à l'appui, les subterfuges du juge d'instruction pour nier une tuerie froidement commanditée. Les images d'archives montrent

les ouvriers algériens défilant en grande tenue et dans une organisation parfaite, portant le portrait de Messali Hadj et le drapeau algérien. Abdallah Bacha, Tahar Madjène, Mouhoub Illoul, Tabdjadit Ameur, Abdelkader Draris, Larbi Daoui et Maurice Lurot, les sept ouvriers abattus lors de cette manifestation, sont par la suite présentés comme des malfaiteurs par la presse française et les parlementaires de droite alors que leurs obsèques se déroulent sous très haute surveillance en Algérie et à Paris. «Cette tuerie qui a marqué en France la fin des cortèges populaires du 14 juillet a été le prélude à une guerre totale», conclut le documentaire en voix off, faisant un parallèle entre les six ouvriers algériens tués et les six architectes du 1^{er} novembre 1954. Très applaudi, ce film a été précédé par «Le Droit au Baiser» de Camille Ponsin et «Hna Bara» (Nous, Dehors) de Bahia Bencheikh Lefgoun, deux documentaires abordant avec intelligence et délicatesse la problématique de la liberté féminine et citoyenne en Algérie, en Turquie et partout ailleurs dans le monde.

F. H.

Spectacle de l'Orchestre national algérien de variétés

Un hymne à la liberté

L'Orchestre national algérien de variétés, dirigé par le maestro Farid Aouameur, a présenté, dimanche soir à Alger, «Hymne à la liberté», un spectacle dédié à la chanson patriotique, rendu dans une nouvelle conception, aux rythmes actuels et aux styles de musiques qui s'adressent aux jeunes.

Créé en octobre 2014, l'Orchestre national algérien de variétés compte une quarantaine d'instrumentistes regroupant des musiciens appartenant au genre traditionnel, d'autres au style moderne, dans l'ossature d'un orchestre philharmonique. «Cet orchestre va redonner à la chanson algérienne la place qu'elle mérite en tenant compte du rôle de la jeunesse dans la promotion du patrimoine algérien», a précisé un des organisateurs du récital.



Onze jeunes talents se sont succédé près de 75mn durant sur la scène de la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth pour présenter, dans des formes modernes, un répertoire qui, d'habitude,

résonne sous les tambours des marches militaires. *Thawrat El Ahrar*, chantée auparavant par Saliha Saghira dans les années 1970, a été rendue en instrumental, alors que *Batwan'Ness Bik*, de la regrettée Warda El Djazairia, diva de la chanson arabe, a été interprétée en version «Slam/Rap» par Sidou la dose, dans un rythme ternaire permettant un balancement mélodique appréciable.

D'un autre côté, les pièces *Aleiki Minni Salem*, interprétée par Walid du groupe «Smoke», *Min Djibalina*, entonnée par Linda Blues et *El Dzair S'Wachou Thahya* de la regrettée Na Cherifa, chantée par Kaouthar, ont été rendues dans un habillage mélodique plaisant, conçu dans la douceur des rythmes et la profondeur des sonorités. *Mawtini*, chanté dans

une version reggae par Ilyas, a suscité l'adhésion des spectateurs et incité au déhanchement, alors que dans *Ya Chahid El Waten*, la voix cristalline de Youssa de The Mess and Co, invitait à méditer le message des martyrs de la révolution. Hayet Zerrouk et son képi à la Tina Turner a interprété *Houmat El Majd* (Min Adjilka Ya Watani) mettant beaucoup de technique dans sa voix puissante et pure, avant de céder l'espace à Brahim Benhaoua à la trompette qui a permis le voyage à l'assistance à travers *Ya Dzayer* du regretté Ahmed Wahbi.

Après quelques pièces interprétées en trio, Samir et Samy du groupe El Dey ont occupé la scène, enchaînant avec brio *Ana Djazairi* dans des rythmes emballants qui n'ont pas laissé le jeune public indifférent.

L. B.

Agenda culturel

Centre culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 15 novembre : Exposition de photographies «Visions croisées sur l'Europe et l'Afrique du Nord», organisée par l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, l'association Fondema de La Haye (Hollande) en collaboration avec les écoles de photographie Keep The Moment de Hollande et Studio 21 Ecole d'Algérie.

Galerie d'art Aïcha-Haddad

Jusqu'au 15 novembre : Exposition de peinture de l'artiste Omar Reggane.

Galerie d'art Asselah-Hocine

Jusqu'au 20 novembre : Exposition de peinture de l'artiste Lamine Azzouzi.

Complexe Culturel Abdelwahab-Salim (Tipasa)

Jusqu'au 14 novembre : Exposition de photos de moudjahidate et moudjahidine de la guerre de Libération nationale 1954-1962, intitulée «Le prix de la liberté».

Musée national des Beaux-Arts

Jusqu'au 22 novembre : Exposition «De papier et d'aquarelle», avec les artistes Djahida Houadef et Safia Zoulid.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Jusqu'au 31 janvier 2015 : 7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Coup-franc direct



La violence encore et toujours

Par Anouar M.

Malgré les mesures de sensibilisation pour mettre fin à la violence dans les stades, cela n'a rien changé et la bête immonde continue de frapper. Des incidents regrettables ont été enregistrés lors du derby de la capitale entre le CRB et le MCA où des pseudo supporters se sont échangés des coups et ont utilisé les fumigènes, alors qu'à l'Ouest, le derby entre le MCO et l'ASO a connu des incidents regrettables. Mais pourquoi toute cette violence, alors qu'une large campagne a été lancée par les autorités pour sécuriser nos stades et en faire des havres de paix ? Il faut savoir que la nature des jeunes qui viennent au stade pour se défouler et donc extérioriser certaines frustrations sociales fait qu'on devrait se comporter avec eux avec toute la rigueur qu'il faut. Le jeune pense que tout lui est permis au stade où il s'y rend pour montrer sa présence même en nuisant aux autres. Il faudra donc donner l'exemple et sanctionner comme il se doit les fans qui sortiraient du rang et feraient preuve d'une violence extrême. L'expérience a montré que les discours ne changent rien à la donne et qu'il faut frapper fort pour mettre fin à cette situation qui prévaut dans les stades et qui ne fait que s'aggraver.

A. M.

Tottenham

Bentaleb à nouveau forfait

Le milieu international algérien de Tottenham, Nabil Bentaleb, a été à nouveau absent de la liste des 18 de son équipe qui recevait Stoke City dimanche pour le compte de la 11^e journée du championnat de Premier League anglaise de football. Le joueur ne s'est toujours pas remis de sa blessure à la cheville contractée lors du précédent match de la sélection algérienne face au Malawi, le 15 octobre dernier (victoire 3-0), pour le compte de la 4^e journée des éliminatoires de la CAN-2015. Il s'agit du septième match de rang des «Spurs» que rate Bentaleb (20 ans). A cause de cette blessure, Bentaleb a été recalé de la liste des 23 joueurs de l'équipe d'Algérie en vue des deux dernières rencontres des qualifica-



tions de la CAN face à l'Ethiopie et le Mali, respectivement les 15 et 19 novembre à Blida et Bamako. A noter que Tottenham s'est incliné sur le score de 1 à 0 face à la formation de Stock City.

O Lyon

Nabil Fékir signe un doublé

L'O. Lyonnais a remporté une importante victoire (3-1) face à l'En Avant Guingamp, dimanche au stade Gerland, pour le compte de la 13^e journée du championnat de Ligue 1 française de football, grâce notamment à un doublé du Franco-Algérien, Nabil Fékir. Fékir, titularisé dans un contexte plus offensif que d'habitude pour combler les absences de Yoann Gourcuff, Clément Grenier et Jordan Ferri s'est montré à la hauteur de la confiance placée en lui, en marquant ses deux buts aux 20^e et 87^e minutes, alors qu'Alexandre Lacazette avait ouvert le score au profit de l'OL (8'). Guingamp avait réduit le score juste avant la pause (2-1) grâce à un auto-goal, concédé par l'infortuné Lopes (45'+1). Fékir, auteur d'une très belle prestation, a cédé sa place juste après l'inscription de son 2^e but, et c'était au profit de Rachid Ghezzal, un des trois Franco-Algériens retenus pour ce match. Le 3^e franco-algérien étant Farès Bahlouli, qui cependant n'a pas eu la chance d'être associé à cette rencontre. L'international algérien, Mehdi Zeffane, a été retenu, lui aussi parmi la liste des 18 joueurs, convoqués par le coach Hubert Fournier, mais tout comme Bahlouli, il est resté sur le banc.



MC Alger

La bronca des supporters

Les supporters du Mouloudia d'Alger demandent des comptes aux joueurs et membres du staff technique de l'équipe après la dernière défaite lors du derby face au CR Belouizdad.

Par Anouar M.

Il faut savoir que les gars de Laâkiba l'ont emporté sur le score de deux buts à zéro plongeant le Doyen dans une grave crise. Les fans du club phare de Bab El Oued pensent que des changements s'imposent maintenant pour sauver l'équipe de cette situation et de la descente aux enfers. Furieux contre la manière de faire du coach, Boualem Charef, les inconditionnels demandent sa tête et pensent que sa démission est seule susceptible de faire redémarrer la machine. Ils ne comprennent pas comment cet entraîneur qui a obtenu carte blanche a fait le grand vide dans l'équipe et a chassé pas moins de 18 joueurs pour ramener des joueurs qu'il a eus sous sa coupe à l'USM El Harrach, tels que Hindo, Azzi, qui n'ont pas l'envergure du Mouloudia. Pour les fans, la direction a commis une erreur d'avoir laissé Charef se comporter comme bon lui semble et donc écarter des joueurs qui avaient, pourtant, été des joueurs très importants dans l'équipe tels que Metref, Ghazi et Kacem. Ils souhaitent donc qu'il ai une prise en main de l'équipe le plus tôt possible en écartant d'abord l'entraîneur et en faisant



Charef ne fait plus l'unanimité

même le ménage dans l'effectif pour ne garder que les joueurs qui mouillent vraiment le maillot, alors que les autres doivent répondre de leurs actes. Jamais, en tout cas, un entraîneur n'a été aussi impopulaire que Charef que les fans du MCA n'ont pas adopté, eux qui sont habitués de jouer les premiers rôles et même de décrocher des titres, sur-

tout qu'il s'agit du Doyen des clubs algériens qui a été toujours à l'avant-garde. Les dirigeants ne tarderont, en tout cas pas, à prendre une décision pour que l'équipe soit dans les meilleures conditions possibles.

En tout cas, la trêve vient à point nommé pour l'équipe qui aura tout le temps pour préparer la suite du championnat.

A. M.

Dernière minute

Fin de mission pour Charef

Le MC Alger et l'entraîneur Boualem Charef ont décidé de mettre fin à leur collaboration après seulement 10 journées de championnat pour insuffisance de résultats, a-t-on appris hier auprès du club de Ligue 1 algérienne de football. Une réunion du conseil d'administration du club a été provoquée dimanche pour trancher l'avenir de Charef, au lendemain de la défaite face au CR Belouizdad (2-0) dans le derby de la capitale. L'ancien coach de l'USM El-Harrach va rencontrer lundi le président du Conseil d'administration, Hadj Taleb, pour discuter des modalités de son départ : soit il démissionnera de son poste, soit il sera limogé et touchera alors les indemnités de son licenciement.

CR Belouizdad

Malek encense Alain Michel

Le président du CR Belouizdad Rékha Malek, s'est félicité pour avoir fait le bon choix en engageant l'entraîneur français Alain Michel, en remplacement de son compatriote Victor Zwinka, après la victoire à domicile face au MC Alger (2-0), samedi pour le compte de la 10^e journée du championnat de L1 de football.

Il s'agit du deuxième succès de rang du «Chabab» qui a mis, grâce à sa victoire sur le terrain de la JS Saoura (2-1) lors de la précédente journée coïncidant avec la première sortie de Michel avec l'équipe, un terme à une série de mauvais résultats qui le poursuivait depuis le début de saison. «J'estime que nous avons fait le bon choix en optant pour Alain Michel.

C'est l'entraîneur qu'il faut au CRB», a déclaré le premier responsable des «gars de Laâkiba» à la presse à l'issue du derby algérois.

Le CRB a longtemps végété dans le bas du tableau ce qui a poussé Zwinka, qui a pris les rênes techniques des Rouge et Blanc durant l'intersaison, à jeter le tablier.

«Désormais, nous commençons à souffler un peu, notamment après cette



deuxième victoire d'affilée, de surcroît dans un derby. Il est clair que ce succès a scellé la réconciliation entre les supporters et leur équipe après les moments difficiles vécus en début de saison», a encore ajouté Malek.

A l'issue de la 10^e journée, le CRB remonte à la 9^e place en compagnie de l'USM Bel-Abbès, du RC Arbaâ et de l'ASM Oran, avec 13 points chacun.

CS Constantine

Bouarrata à la barre technique ?

La direction du CS Constantine, qui se prépare à se séparer de son entraîneur franco-italien Diego Garzitto, est entrée en contacts avec Rachid Bouarrata dans l'optique de lui confier la barre technique de son équipe, a-t-on appris auprès du club de L1 de football. Une réunion regroupant les dirigeants du CSC, l'entraîneur Garzitto et son agent, est prévue pour tenter d'arriver à une résiliation à l'amiable du contrat entre les deux parties, ajoute la même source. A l'issue du match nul à domicile face à la JS Saoura (0-0), samedi pour le compte de la 10^e journée, le directeur général du CSC, Omar Bentoual, a déclaré à la presse «qu'à 80%, Garzitto sera remercié», lui imputant la responsabilité de la série de contre-performances des «Sanafir» qui dure depuis quatre journées. Garzitto, qui a déjà été limogé de son poste d'entraîneur du CSC au milieu de l'exercice dernier, est revenu aux affaires techniques du club de Cirta durant l'intersaison. Le CSC, qui a longtemps occupé la première place du classement au cours des premières journées, a reculé à la 4^e place avec 15 pts, distancé de quatre unités par le nouveau leader, l'USM El Harrach.

Judo/African Open

Les Algériens Bouyacoub et Tayeb l'emportent

Algérie a remporté dimanche deux nouvelles médailles d'or et 4 en argent lors de la deuxième journée de l'African Open de judo-2014 (seniors) qui se déroule à Port-Louis (Maurice), grâce à Lyes Bouyacoub (-100 kg) et Tayeb Mohamed Amine (+100 kg). Bouyacoub, médaillé de bronze du Grand Chelem d'Abu Dhabi-2014, a ouvert le bal en glanant le vermeil après ses victoires sur l'Angolais Cassimiro Bento puis l'Australien Elijah Schuurmans. En finale, il a surclassé David Buechel (Liechtenstein). Dans la catégorie des +100 kg, Tayeb Mohamed Amine a remporté lui aussi la médaille d'or dans une finale 100% algérienne disputée face à son compatriote Billel Zouani. Avant d'arriver en finale, Tayeb a battu les deux Mauriciens Sebastien Perrine et Warren

Mootien, alors que Zouani a dominé également deux judokas de Maurice : Guillaume Gary et Jean-François Begue. De son côté, Abderrahmane Benamadi (-90 kg) a remporté la médaille d'argent de sa catégorie. Il a dominé dans la poule A le Slovène Igor Spasojevic. En demi-finale, il a battu l'Anglais Frazer Chamberlain avant de s'incliner en finale devant l'autre Anglais Andrew Burns. Chez les dames, Kawtar Ouallal (-78 kg) a gagné la médaille d'argent. Elle a battu l'Australienne



Miranda Giambelli, puis Brigitte Rose (Seychelles), avant de trébucher en finale face à la Camerounaise Mballa Attangana. Sonia Asselah (+78 kg) qui n'a pas disputé les qualifications, a pris la médaille d'argent après sa défaite en finale devant l'Equatorienne Marlin Viveros. Lors des combats de la première journée disputés samedi, l'Algérie a arraché une médaille d'or par Fethi Nourine (-66 kg), deux en argent grâce à Zourani Houd (-66 kg) et Imen Agouar (-63 kg) ainsi que deux autres en

bronze, œuvres d'Oussama Djeddi (-73 kg) et Djazia Haddad (-52 kg). Ratiba Tariket (-57 kg), seule Algérienne engagée qui n'a pas eu de médaille, a pris la 5^e place de sa catégorie. Au tableau général des médailles, l'Algérie a terminé en tête avec un total de 11 médailles (3 or, 6 argent, 2 bronze), suivie de l'Angleterre qui a empoché 7 médailles (3 or, 1 argent, 3 bronze) et de l'Equateur qui a eu 6 médailles dont deux en or. L'Algérie a été représentée par douze athlètes dont cinq filles, dans ce tournoi qui permet à chaque médaillé d'or de gagner 100 points dans le classement mondial comptant pour la qualification aux Jeux olympiques 2016 de Rio de Janeiro (Brésil). Au total, 144 athlètes représentant 26 pays ont pris part à l'African Open 2014 dont 11 nations africaines.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Profils

Portraits d'Algériens en bibliophages rassasiés

Par Sid Ali Ouzerrouk

Le Salon international du livre qui vient tout juste de se clôturer, assure, rassure et déçoit pouvons-nous dire. Malgré les insuffisances, certaines grosses bousculades les jours de grande affluence et le côté souk qu'il revêt la plupart du temps, la manifestation, foire du livre, comme continue de l'appeler bon nombre d'Algériens, attire près d'un million et demi de visiteurs, dont une bonne partie de «gros» acheteurs de livres.

En fait, la plupart de ces acheteurs ne le font qu'à l'occasion du salon. Les plus visibles sont les islamistes lecteurs de livres de religion. Signe que la pratique religieuse se documente, même si les débats qu'elle porte restent souvent au ras des pâquerettes. Ce sont assurément de gros acheteurs qui s'instruisent et alimentent les bibliothèques des mosquées et des associations religieuses. Ils constituent toutefois l'arbre qui cache la forêt. Contrairement aux idées reçues, les livres de religion représentent moins de 15% des ouvrages vendus. Les sciences sociales et les sciences appliquées trident près de la moitié des livres édités tandis que la littérature peine à près de 15%.

Les islamistes lambda coexistent avec un autre segment du public du salon, soit les éditeurs, intellectuels, professeurs d'université, journalistes, écrivains et autres hommes et femmes de culture constituent un monde d'habités, tout aussi visible et qui s'approprie la partie activité «culturelle» du salon. C'est l'endroit où il faut se faire voir et entendre. Même si la plupart d'entre eux, donnés comme une

sorte d'élite, se sentent minoritaires et minorés dans une foule somme toute bigarrée et qui ne boit pas forcément à leur source. La fête de l'édition et des éditeurs tourne effectivement à la foire. Les éditeurs professionnels comme ils aiment se désigner, considèrent que la majorité des exposants s'alimentent en titres soldés, en vieilles éditions et en auteurs très demandés plus pour vendre que pour exposer.

Le business reste pourtant roi dans une manifestation où pendant une dizaine de jours les éditeurs réalisent plus du quart de leur chiffre d'affaires annuel durant cette manifestation. Le plus couru des éditeurs du SILA, Hachette, frise les 50 millions de DA au cours du salon.

Reste alors le gros du public du salon. Familles entières qui profitent de la sortie, attirées par le livre parascolaire à travers lequel de très nombreux parents soucieux de l'avenir de leurs enfants espèrent doper les ressources intellectuelles de leurs progénitures. Pourtant, la lecture de loisir, ouvrages pratiques et littérature, attire une foule de plus en plus nombreuse. Nous en tenons pour preuve l'impressionnant nombre de lecteurs qui se sont bousculés aux séances de signature.

Plus que les autres salons, la foire du livre est très festive, moins prestigieuse que le salon de l'auto, moins bruyante que celui du tourisme, moins misérabiliste que celui de l'artisanat. Pour preuve, le nombre impressionnant de marchands de sandwiches et de café qui s'installent pour satisfaire les besoins moins spirituels des Algériens affalés et assoiffés de chawarma, pizza et autres paninis.

S. A. O.

UN GISEMENT DE PÉTROLE GÉANT DÉCOUVERT À HASSI MESSAOUD



Loumis

Djalou@hotmail.com

Université de Béjaïa

Le campus Targa Ouzemour bloqué par des étudiants

■ Le siège du rectorat situé au campus Targa Ouzemour a été bloqué, hier, par la Coordination locale des étudiants (CLE) en signe de solidarité avec les 600 étudiants exclus de l'université pour avoir doublé plusieurs fois. La CLE exige leur réintégration immédiate.

Par Hocine Cherfa

« Nous avons organisé des assemblées générales au niveau du campus Aboudaou et Targa Ouzemour et avons décidé d'organiser cette action ainsi qu'un rassemblement ce mercredi et une marche vers la wilaya la semaine prochaine avec un autre rassemblement devant le rectorat », nous confiait hier Tarek, membre de la CLE. « La revendication majeure est la réintégration des exclus sans conditions », ajoute notre interlocuteur qui pense que « les exclusions ne sont qu'une manière de minimiser les dépenses ». Il s'agit également pour ce dernier de dénoncer un certain nombre de dysfonctionnements dans la gestion de l'université, comme « le retard dans la délibération, l'orientation anarchique des étudiants vers des spécialités comme c'est le cas pour les étudiants des sciences d'infirmerie qui se sont retrouvés en master biologie » etc. « L'exclusion est générée par la mauvaise orientation des étudiants. Au lieu de leur changer de filière, on les exclut sous prétexte qu'il ont doublé plusieurs fois », souligne l'étudiant. La CLE avance d'autres revendications, notamment « l'amélioration de la qualité de la formation ». « Nous recevons une formation superficielle dans les amphithéâtres », dira Tarek. « Nous demandons l'accès pour tous au master, avec respect du choix et l'amélioration des conditions misérables qui prévalent dans certaines résidences », poursuit-il. Intervenant sur les ondes de radio Soummam, le recteur a menacé de représailles les étudiants qui se sont solidarisés avec les exclus. Il a promis de convoquer la commission de discipline afin de prendre des mesures coercitives à leur encontre. Chose qui ne semble pas faire peur aux

étudiants qui ont décidé de frapper fort les jours à venir et Le bras de fer semble engagé. A noter que l'article 33 du règlement intérieur du système LMD stipule que l'étudiant, non admis à progresser en deuxième ou en troisième année d'un parcours de formation, est, selon le cas, autorisé à se réinscrire dans le même parcours ou orienté par l'équipe de formation vers un autre parcours de formation. Cependant, rares sont les étudiants qui ont été réorientés vers d'autres départements et ce, uniquement, suite à leurs demandes. Le même article stipule que l'étudiant inscrit en licence ne peut y séjourner plus de 5 années, même dans le cas d'une réorientation. Cependant, l'étudiant ayant acquis 120 crédits ou plus, peut être exceptionnellement autorisé à se réinscrire pour une sixième année supplémentaire. L'article 33 du règlement intérieur du système LMD n'est pas appliqué par tous les départements et il semble que c'est une première. H. C.

Prix BBC/Meilleur joueur africain 2014

Brahimi nommé

L'INTERNATIONAL algérien du FC Porto, Yacine Brahimi, est nommé pour le prix BBC du meilleur joueur africain 2014, selon la shortlist révélée hier par la société de production et de diffusion de programmes de radio-télévision britannique. C'est la première fois depuis que ce prix existe (2000), qu'un footballeur algérien figure sur la shortlist des cinq nominés. Le parcours exceptionnel de l'Algérie lors du dernier Mondial-2014 au Brésil, avec une qualification historique pour les 8^{es} de finale de l'épreuve, ainsi que l'excellente saison effectuée avec son ancien club Grenade et

actuellement avec sa nouvelle équipe du FC Porto, expliquent la présence de Brahimi sur la liste des nominés de la BBC. Elu meilleur joueur africain du championnat d'Espagne sous les couleurs de Grenade, Brahimi est également nommé pour le titre du meilleur footballeur africain 2014 de la Confédération africaine de football (CAF). Arrivé à Porto l'été dernier en provenance de Grenade (Liga espagnole), Brahimi est considéré comme un sérieux concurrent pour le grand favori au titre, l'Ivoirien de Manchester City Yaya Touré, nommé pour la sixième année de suite et vainqueur de l'édition

2013. Outre Brahimi et Yaya Touré, les trois autres candidats en lice pour le prix BBC sont le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang (Dortmund), le gardien nigérian Vincent Enyeama (Lille) et l'Ivoirien Gervinho (AS Rome). Le vainqueur de l'édition 2014 du meilleur joueur africain sera désigné à l'issue du vote des fans par SMS ou sur le site officiel de la BBC dans une opération qui se poursuivra jusqu'au lundi 28 novembre à 19h00 (heure algérienne). Quant à l'annonce officielle du vainqueur, elle aura lieu le 1^{er} décembre prochain. El Hadi K.

Protection civile

Plus de 53 000 interventions depuis le début de l'année

LES UNITÉS de la Protection civile ont effectué 53 397 interventions, tous types confondus, depuis le début de l'année 2014, selon un bilan rendu public hier par cette institution, à l'occasion des 23 ans d'activité de son secours médicalisé. Sur les 53 397 interventions, 37 963 ont concerné les urgences médicales, 15 434 les accidents divers et 1 793 les dispositifs de couverture médicale, a-t-on précisé. « Cette année, la direction générale de la Protection civile a jugé utile d'organiser trois audits regroupant les médecins chefs des wilayas médicalisées afin de disposer d'outils permettant d'avoir une meilleure visibilité et un état des lieux, d'évaluer le dispositif au niveau de chaque wilaya, d'écouter les doléances et de faire ressortir les points susceptibles d'être améliorés », note la même source.

Hani Y.